

ÉLÈVES COURS EN LIGNE GRÈVES CURRICULUM ÉCOLES FAMILLES RÉFORMES UNIVERSITÉS FORMATIONS CAMPUS SAINT-JEAN PLAN D' ACTIONS BUDGETS POST-SECONDAIRE PROGRAMMES LANGUES OFFICIELLES AVENIR

FRANCOPHONIE

INSÉCURITÉ LINGUISTIQUE : DES FRANCOPHONES S'ÉLOIGNENT DE LA LANGUE FRANÇAISE ! POURQUOI ?

► 6

CULTURE



IMMIGRATION : QUAND LE "THÉÂTRE" DES OPÉRATIONS RELÈVE LE PARCOURS DU COMBATTANT

► 8

ÉDUCATION

LE (DÉS)ACCORD PARFAIT

CULTURE

NAHIDA NOUS AMÈNE À LA RENCONTRE DE FRANCIS BEBEY, POÈTE CAMÉROUNAIS.

► 20

COMMUNAUTÉ

RAMADAN ET COVID-19, SAISON 2

► 21



EDMONTON

UNE ASSOCIATION ANGLOPHONE VOLE AU SECOURS DE LA FRANCOPHONIE

► 18



PROVINCIAL

À PEINE OUVERTS, LES RESTAURANTS DE NOUVEAU DANS LA TOURMENTE

► 22



IL Y A URGENCE D'AGIR EN ÉDUCATION POSTSECONDAIRE EN FRANÇAIS

Licenciement massif et disparition de programmes à l'Université Laurentienne, compressions au Campus Saint-Jean, régime minceur à l'Université de Moncton, budget à l'encre rouge à l'Université Sainte-Anne, réduction du financement à l'Université de Saint-Boniface : le portrait n'est pas rose dans le secteur de l'éducation postsecondaire en français en contexte minoritaire. Loin de là!

Le financement de 121 millions \$ annoncé dans le budget fédéral de lundi arrive à point, mais des annonces concrètes devront suivre sous peu.

Les institutions d'un bout à l'autre du pays ne peuvent pas se permettre d'attendre plus longtemps pour un meilleur financement sans mettre en péril l'offre de formations en français, tant au niveau de la qualité que de la quantité de programmes disponibles.

UN SECTEUR DÉJÀ FRAGILISÉ BIEN AVANT LA PANDÉMIE

Les finances des institutions postsecondaires ont été affectées par la pandémie, mais ce secteur était déjà fragilisé bien avant la crise sanitaire, et ce notamment en raison d'un sous-financement chronique des universités et des collèges de la part des provinces.

La situation s'est aggravée au cours des dernières années sous l'impulsion de gouvernements prônant une politique d'**austérité** budgétaire dans plusieurs provinces : l'Alberta (Campus Saint-Jean), le Manitoba (Université de Saint-Boniface), l'Ontario (Université Laurentienne) et le Nouveau-Brunswick (Université de Moncton).

À cela s'ajoute un financement du gouvernement fédéral aux institutions postsecondaires en contexte linguistique minoritaire qui stagne depuis le début des années 2000.

Les exemples du Campus Saint-Jean et de l'Université Laurentienne illustrent à quel point les francophones sont particulièrement vulnérables lors de vagues de compressions budgétaires.

Pourtant, en contexte minoritaire, les institutions postsecondaires contribuent de manière importante à la vitalité et au développement socioéconomique des communautés francophones, en plus de leur rôle dans la création, le partage et la diffusion de savoirs. Il s'agit de lieux névralgiques pour l'épanouissement et le rayonnement de la francophonie.

Lorsqu'un programme en français disparaît, les solutions se font rares. Bien souvent, les seules options pour les francophones sont de se tourner vers le secteur anglophone ou de quitter leur province.

DES NOUVEAUX INVESTISSEMENTS

Le financement de 121 millions \$ sur trois ans pour appuyer le secteur de l'éducation postsecondaire dans la langue de la minorité, annoncé dans le budget fédéral, apparaît ainsi comme une bouée de sauvetage plus que bienvenue.

Ces nouveaux investissements s'inscrivent d'ailleurs dans la même lignée que le document de réforme pour les langues officielles présen-



«Licenciement massif et disparition de programmes à l'Université Laurentienne, compressions au Campus Saint-Jean, régime minceur à l'Université de Moncton, budget à l'encre rouge à l'Université Sainte-Anne, réduction du financement à l'Université de Saint-Boniface : le portrait n'est pas rose dans le secteur de l'éducation postsecondaire en français en contexte minoritaire. Loin de là!», écrit notre chroniqueur, Guillaume Deschênes-Thériault. Photo montage : crédit Francopresse.

“ À CELA S'AJOUTE UN FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL AUX INSTITUTIONS POSTSECONDAIRES EN CONTEXTE LINGUISTIQUE MINORITAIRE QUI STAGNE DEPUIS LE DÉBUT DES ANNÉES 2000.”

Guillaume Deschênes-Thériault

té en février dernier par la ministre Mélanie Joly, dans lequel le gouvernement fédéral s'engage à travailler en partenariat avec les gouvernements provinciaux et territoriaux pour protéger et appuyer les institutions clés à la vitalité des communautés, de même qu'à renforcer le continuum en éducation de la petite enfance au postsecondaire.

Il s'agit de tendances positives qui laissent espérer davantage de financements destinés spécifiquement à l'éducation postsecondaire dans le prochain Plan d'action pour les langues officielles en 2023.

L'URGENCE D'AGIR

Toutefois, d'ici là, il y a urgence d'agir. Avec un budget fédéral à saveur électorale et les rumeurs d'élections automnales qui vont bon train, le financement annoncé cette semaine doit se rendre aux institutions plus tôt que tard.

En cas d'élections anticipées, l'appareil gouvernemental tournerait au ralenti pour plusieurs mois, et certaines situations ne se prêtent pas à de tels délais. C'est notamment le cas dans le Nord de l'Ontario, où le secteur postsecondaire en français est à un point critique.

Le lien de confiance entre la Laurentienne et la communauté franco-ontarienne est rompu. L'ampleur des coupes effectuées lors du lundi noir illustre la place de seconde zone que réserve l'administration au français au sein de cette institution.

L'option privilégiée par le Regroupement des professeurs francophones (RPF) est de transférer l'ensemble des programmes en français qui étaient offerts à la Laurentienne à l'Université de Sudbury.

Pour ce faire, un soutien financier à court terme s'avèrera nécessaire pour préserver les programmes existants, dont la disparition a été annoncée, le temps de rendre possible cette réorganisation et d'envisager de possibles partenariats avec d'autres institutions postsecondaires, dont l'Université de Hearst et l'Université de l'Ontario français.

La situation est aussi particulièrement critique au Campus Saint-Jean, qui fait les frais des contrecoups des compressions draconiennes imposées aux universités par le gouvernement de l'Alberta.

NE PAS ATTENDRE LES POINTS DE RUPTURE

L'aide consacrée au secteur postsecondaire ne doit pas se limiter aux moments de crise; il faut aussi veiller à ce que les institutions ne se rendent pas à un point de rupture.

À titre d'exemple, à l'Université de Moncton, chaque budget de la dernière décennie est venu avec son lot de nouvelles compressions. Durant cette période, ce sont 88 postes de professeurs qui ont été éliminés, en plus d'une réduction du nombre total de cours offerts.

Ce type de régime minceur n'est pas viable à long terme et compromet la qualité de l'offre à disposition des francophones. L'Université Saint-Boniface a aussi connu des budgets d'austérité au cours des dernières années.

Certes, ces situations sont notamment attribuables aux choix effectués par les gouvernements provinciaux, du fait que l'éducation relève de leur compétence. Toutefois, lorsque l'engagement des provinces fait défaut, le gouvernement fédéral peut intervenir pour jouer un rôle de protection des minorités linguistiques en utilisant son pouvoir de dépenser.

En parallèle, un travail devra tout de même être effectué pour en arriver à des ententes avec les provinces, ce qui risque de s'avérer particulièrement complexe dans certains cas. ▲

GUILLAUME DESCHÊNES-THÉRIAULT

Originaire de Kedgwick au Nouveau-Brunswick, Guillaume Deschênes-Thériault est doctorant en science politique à l'Université d'Ottawa. Il détient un baccalauréat de l'Université de Moncton et une maîtrise de l'Université d'Ottawa. Dans le cadre de ses recherches, il s'intéresse aux communautés francophones en situation minoritaire, avec un intérêt particulier pour l'enjeu de l'immigration.

GLOSSAIRE

AUSTÉRITÉ
Politique
économique
de restrictions
budgétaires.



■ L'école Sans-Frontières du Conseil scolaire Centre-Nord à Lloydminster. Photo : crédit Arnaud Barbet.

UN NON CATÉGORIQUE POUR LE PILOTAGE DU NOUVEAU CURRICULUM

Chacun leur tour, les quatre conseils scolaires francophones de l'Alberta se sont prononcés en défaveur du nouveau programme d'études scolaires. Pour eux, il est hors de question de piloter un nouveau curriculum scolaire sur un fond de pandémie tout en martelant le grand manque de perspective francophone.



“
RETROUVER UN
CONTEXTE
PLUS PRO-
PICE À UNE
RÉFORME
AUSSI
IMPOR-
TANTE.”
Robert Lessard

GLOSSAIRE

L'ATTACHÉE DE PRESSE

Participe et définit la politique de communication d'une organisation.

Parents, enseignants, et membres des directions d'écoles de toute la province ont exprimé leurs inquiétudes et leurs préoccupations face à l'ébauche du nouveau programme d'étude scolaire. Ils ont été entendus. Les Conseils scolaires Centre-Nord (CSCN), Centre-Est (CSCE), FrancoSud ainsi que Nord-Ouest (CSCO) ne participeront pas au pilotage du nouveau curriculum. Dolorèse Nolette, directrice générale du CSCE, indique que les parents s'inquiètent particulièrement de la lourdeur des contenus présentés et de l'absence de la francophonie dans plusieurs matières. Les études sociales, le français langue première, et les beaux-arts sont particulièrement cités.

À L'ÉCOUTE, DANS UN CONTEXTE DIFFICILE
Les quatre conseils scolaires se sont montrés très attentifs et ont analysé le curriculum avec une perspective pédagogique et francophone. Par exemple, l'équipe de direction du conseil scolaire FrancoSud s'est notamment interrogée à savoir si cette ébauche était adaptée aux élèves franco-albertains et si ces derniers allaient pouvoir se reconnaître dans ce programme. Seraient-ils fiers de l'histoire de la francophonie albertaine et canadienne ? «L'absence significative de la pers-

GABRIELLE BEAUPRÉ
JOURNALISTE



■ Selon Réginald Roy, le président du CSCE, le nouveau programme scolaire de la maternelle à la 6e année: «n'est pas prêt à être piloté, il n'est pas complet». Photo : Crédit courtoisie.

pective francophone dans l'ensemble des matières ne favorise pas le plein épanouissement de l'élève francophone en milieu minoritaire», souligne Sylvianne Maisonneuve, présidente du CSNO. Réginald Roy, le président du CSCE, souligne l'année bouleversante qu'ils ont vécue, «sur le plan humain, on ne peut demander ni à nos enseignants ni à nos élèves d'entreprendre ce pilotage», déclare le président du CSCE, Réginald Roy. Par la voix du coordinateur de communication du CSCN, Grégory Lucien Njialé Djomo, on apprend qu'avec la situation et les informations actuelles, rien ne confirme que la prochaine rentrée scolaire

se fera dans des circonstances normales. De son côté, Robert Lessard, son directeur, explique que pour le moment, il lui semble plus pertinent de prendre l'année prochaine pour apporter les correctifs aux ébauches des programmes d'études et «retrouver un contexte plus propice à une réforme aussi importante».

“
SUR LE PLAN
HUMAIN, ON
NE PEUT DE-
MANDER NI À
NOS ENSEI-
GNANTS NI À
NOS ÉLÈVES
D'ENTRE-
PRENDRE CE
PILOTAGE.”
Réginald Roy

UN DOUX BRAS DE FER QUI S'ANNONCE
Pour la suite, les conseils scolaires veulent prendre le temps de bien analyser le nouveau programme d'études scolaire pour soumettre leurs recommandations quant aux changements à apporter au ministère de l'Éducation.

Si le gouvernement propose des changements à l'ébauche au cours des prochains mois, le Conseil scolaire Centre-Nord, celui du Nord-Ouest et FrancoSud se montrent prêts à revoir leur participation à la mise à l'essai du nouveau curriculum dans leurs écoles. L'attachée de presse du ministère de l'Éducation, Nicole Sparrow, rappelle que les directions scolaires qui ne mettent pas à l'essai le curriculum à l'automne ne pourront pas fournir de rétroactions directes concernant leurs écoles sur les changements potentiels à réaliser. Elle rappelle que «l'objectif d'un programme pilote est de fournir un retour d'information dans les classes afin d'apporter des modifications potentielles aux documents finaux». ▲



■ Le message que Sheila Risbud, présidente de l'ACFA, aimerait transmettre au gouvernement Kenney est : «Il faut arrêter de lutter contre la minorité linguistique. Dès lors que l'on comprend l'importance du français et du bilinguisme, il faut appuyer une institution qui aide les gens à devenir bilingues ou à perfectionner leur français». Crédit photo : Courtoisie ACFA.



■ Alain Rayes, député de Richmond-Arthabaska et ministre du Cabinet fantôme et responsable du Patrimoine canadien, des Langues officielles et du Développement économique. Crédit photo : Courtoisie.

SHEILA RISBUD MONTE AU CRÉNEAU POUR SAUVER LE CAMPUS SAINT-JEAN

Devant les membres du Comité permanent des langues officielles le 13 avril dernier, Sheila Risbud, présidente de l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA), a présenté la situation et l'importance du Campus Saint-Jean pour la communauté francophone à l'ouest du pays.

“
LE CAMPUS
SAINT-JEAN
NE PEUT PAS
ATTENDRE
APRÈS LA
MODERNISA-
TION DE LA
LOI SUR LES
LANGUES
OFFICIELLES,
QUI TARDE À
ABOUTIR.”
Sheila Risbud

Cette rencontre entre la porte-parole de l'ACFA et le Comité permanent des langues officielles a l'objectif de permettre aux membres de ce comité d'obtenir le plus d'informations possible à ce qui a trait au Campus Saint-Jean.

«Tout le monde cherche des façons de pouvoir les aider et on veut bien connaître la situation au niveau du comité pour faire rapport au gouvernement», explique Alain Rayes, ministre du Cabinet fantôme et responsable du Patrimoine canadien, des Langues officielles et du Développement économique du Parti Conservateur du Canada.

Ce comité est composé de 12 membres des différents partis politiques. Ces derniers feront un rapport à la Chambre des communes en proposant des recommandations au gouvernement des libéraux. Alain Rayes insiste sur le fait que le gouvernement au pouvoir

a le gros bout du bâton puisque c'est lui qui détiend les sommes financières pour poser des actions **concrètes**.

Marc Dalton, membre du Conseil et député du comté de Pitt Meadows-Maple Ridge du Parti Conservateur

en Colombie-Britannique, affirme son soutien à l'institution postsecondaire francophone de l'Alberta. «Nous sommes dans une mer anglaise et il est important de garder pour notre communauté, notre langue et notre héritage».

DES PROBLÈMES FINANCIERS

«Le Campus Saint-Jean souffre toujours d'un grave déficit financier opérationnel et structurel qui nuit à sa capacité de répondre à son mandat et de satisfaire la demande croissante pour les services en français, notamment en éducation», déclare Sheila Risbud.

Le Campus Saint-Jean a vu une hausse de ses inscriptions puisque «40 % depuis 2014. Et ce, même avec deux augmentations de la moyenne scolaire pour y être admis», ce qui est encourageant pour Marc Dalton.

La présidente de l'ACFA souligne que cependant, le gouvernement provincial n'accorde pas les subventions nécessaires pour tous ses étudiants. «Le campus Saint-Jean reçoit des subventions pour 70% des étudiants à temps plein».

Par ailleurs, la présidente de l'ACFA affirme également que l'université a grandement besoin de rénovation en infrastructure, mais que le provincial préfère financer d'autres institutions.

L'ASSIMILATION DES FRANCOPHONES

Sheila Risbud martèle que les problématiques du Campus Saint-Jean ne sont pas alléchantes pour les étudiants francophones et francophiles de l'Alberta. Ces

“
TOUT LE
MONDE
CHERCHE DES
FAÇONS DE
POUVOIR LES
AIDER ET ON
VEUT BIEN
CONNAÎTRE
LA SITUATION
AU NIVEAU
DU COMITÉ
POUR FAIRE
RAPPORT AU
GOUVERNEMENT.”
Alain Rayes

derniers ont également la possibilité de réaliser leurs études postsecondaires dans des établissements scolaires anglophones ou de quitter l'Alberta pour étudier en français.

La porte-parole de l'ACFA dit : «Souvent, il arrive que les gens ne reviennent pas contribuer à la vitalité de leur communauté. Quant à ceux qui restent en Alberta, mais qui étudient en anglais, ils ne choisiront peut-être pas de vivre leur vie en français ni d'élever leurs enfants

en français». Ces choix contribuent à l'assimilation du français dans les provinces minoritaires.

Étant une compétence provinciale, l'ACFA croit que l'éducation devrait également avoir le soutien financier du gouvernement fédéral afin de protéger les minorités linguistiques et la langue française au Canada.

«Le Campus Saint-Jean ne peut pas attendre après la modernisation de la Loi sur les langues officielles, qui tarde à aboutir», déclare Sheila Risbud. ▲

*
GLOSSAIRE
CONCRÈTE
Réelle



GABRIELLE
BEAUPRÉ
JOURNALISTE

Message important des enseignants de l’Alberta

Contenu et conception de l’ébauche du curriculum M à 6 : la confiance des enseignants de l’Alberta n’est pas au rendez-vous.

Les processus de consultation et d’élaboration du curriculum mis en place à la suite de la suspension d’un accord de partenariat avec l’Alberta Teachers’ Association comportent de sérieuses lacunes et ont manqué de transparence.

L’ATA soutient les éléments clés du *Cadre directeur pour la conception et l’élaboration du curriculum provincial de la maternelle à la 12^e année* publié par le ministère de l’Éducation de l’Alberta en décembre 2020, mais ce curriculum ne répond pas aux critères énoncés dans le cadre directeur que le gouvernement a lui-même créé. Nous nous attendons à ce que tout curriculum proposé pour adoption réponde aux critères préalablement déterminés par le gouvernement.

Nous appuyons la décision des conseils scolaires de ne pas participer à la mise à l’essai de cette ébauche du curriculum; de plus, nous demandons à toutes les autorités scolaires de s’abstenir de participer à la mise à l’essai du curriculum ou d’ordonner à leurs enseignants d’y participer.

Les enseignants qui estiment que ce curriculum est mal conçu et qu’il pourrait nuire à l’apprentissage des élèves ont la responsabilité professionnelle et le droit moral de refuser de participer à sa mise à l’essai volontaire. Le gouvernement et les conseils scolaires doivent respecter la décision de chaque enseignant qui choisit de ne pas participer à la mise à l’essai.

Compte tenu des nombreuses et importantes préoccupations soulevées à ce sujet, l’ATA demande au gouvernement de l’Alberta de mettre fin immédiatement à la mise à l’essai et à la mise en œuvre de l’ébauche du curriculum M à 6, et ce, jusqu’à ce qu’elle puisse faire l’objet d’un examen et d’un remaniement complets et indépendants, faits dans la transparence.

Cet examen indépendant doit faire appel à un vaste échantillon représentatif d’enseignants certifiés et de membres du corps professoral de facultés d’éducation de l’Alberta afin qu’ils y participent de manière significative et tenir compte, comme il se doit, des perspectives des francophones, des Premières Nations,

des Métis et des Inuits. Avant que la mise à l’essai ne reprenne, le curriculum remanié doit s’appuyer sur des bases solides en ce qui a trait au développement, à la structure et à la pédagogie, et doit recevoir un large soutien de la part des Albertains.

Les élèves et les enseignants de l’Alberta ont besoin d’un curriculum approprié, inclusif et adapté à leur réalité. Nous nous engageons à soutenir l’élaboration d’un tel curriculum, et l’ATA est prête à travailler de manière constructive en partenariat avec le gouvernement de l’Alberta à cette fin.

Nous ne demandons qu’à y être invités.

Manifestez votre appui à un remaniement du curriculum : rendez-vous à l’adresse curriculum.thelearningteam.ca



The Alberta Teachers’ Association

Ce message a été autorisé par l’Alberta Teachers’ Association 1-800-232-7208



L'INSÉCURITÉ LINGUISTIQUE EST PRÉSENTE AU SEIN MÊME D'UNE COMMUNAUTÉ LINGUISTIQUE

Cet article a été écrit par **Caleb Cranna** et **Toqa Abdelwahab**, étudiants à l'Université de l'Alberta dans le cadre du programme «Community Service-Learning». Un programme qui permet aux professeurs, au personnel de l'Université de l'Alberta, aux partenaires communautaires et aux apprenants de créer des opportunités de participation réflexive à des activités d'apprentissage et de recherche socialement réactives et engagées dans la communauté.

Au Canada, certains francophones finissent par se détourner de la langue française. Le manque de représentativité de la dualité linguistique dans la sphère publique est souvent évoqué par les défenseurs de la langue. Pourtant moins présent dans le discours public, l'insécurité linguistique au sein même d'une communauté linguistique joue un rôle tout aussi important. Suzanne Robillard, chercheuse en linguistique à l'Université d'Ottawa, y voit un fléau dans la communauté francophone.

“IL S'AGIT D'UN SENTIMENT D'INADÉQUATION LIÉE À L'UTILISATION D'UNE LANGUE EN MILIEU MINORITAIRE”

Suzanne Robillard

L'insécurité linguistique a une définition large. Selon Suzanne Robillard, «il s'agit d'un sentiment d'inadéquation liée à l'utilisation d'une langue en milieu minoritaire». Selon elle, elle s'impose de deux manières en Alberta.

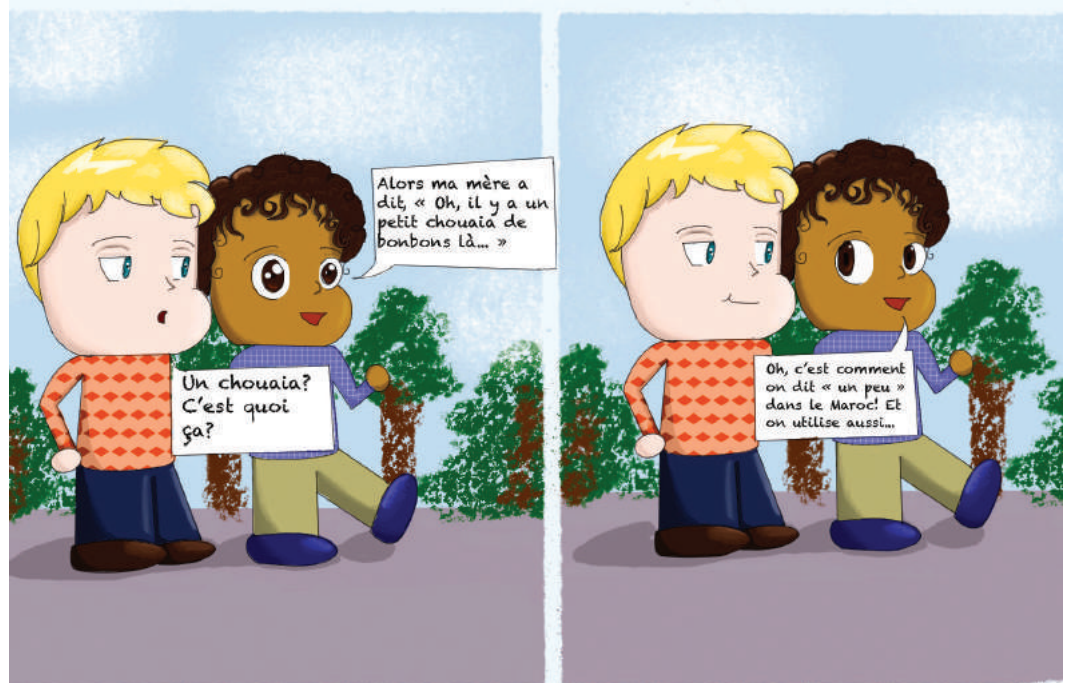
D'une part, il y a des causes traditionnelles, liées en grande partie au nombre limité de francophones et au manque des ressources en français dans un environnement où l'anglais est omniprésent. D'autre part, il existe un phénomène moins connu : les fragmentations au sein même de la communauté francophone.

Selon la chercheuse, il existe une idée qui classe comme supérieurs et donc désirables certains dialectes : le français métropolitain et, au Canada, le québécois. Tandis que d'autres, comme les dialectes africains ou antillais sont classés dans l'imaginaire collectif comme indésirables.

«Les gens pensent que mon accent est français parce que je m'efforce de parler le français standard [métropolitain]. Je ne veux pas que les gens se moquent de moi parce que j'ai un accent «blédard»»,



MAIS ON PEUT CHANGER LE RÉCIT...



«Les solutions à l'insécurité linguistique doivent commencer par nos actions individuelles», explique Toqa Abdelwahab à travers cette illustration. Photo : crédit Toqa Abdelwahab.

GLOSSAIRE

DIALECTE

Forme particulière d'une langue liée à différents facteurs sociaux-culturels.

explique Youssef, un étudiant francophone d'origine tunisienne.

LES ÉCOLES SONT-ELLES COMPLICES ?

Selon Robillard, les institutions comme les conseils scolaires propagent souvent involontairement la supériorité du dialecte standard, en jugeant et en dévalorisant les autres **dialectes**, selon les règles de l'Académie française ou de l'Office québécois de la langue française.

Ces considérations provoquent parfois un sentiment d'infériorité pour ceux qui s'identifient comme francophones. Selon Robillard, il est possible que ces sentiments causent chez une personne le rejet complet du français, ce qui peut mener à une crise d'identité.

Il est intéressant de noter que les effets de l'insécurité linguistique semblent toucher ceux qui parlent le français standard aussi. Lorsqu'un groupe exclut certains membres de sa propre communauté linguistique, il perd plus que les «mauvais» aspects, mais les bons aspects aussi, explique madame Robillard. Les exclus partent avec leurs enfants alors qu'ils représentent l'avenir de la langue française.

DES SOLUTIONS À REVOIR ?

Bien que la connaissance soit le début de la solution, elle ne sera pas suffisante

en elle-même. Selon l'universitaire, des solutions incorrectes se sont propagées depuis un certain temps. D'après elle, certains pensent que les programmes d'immersion française protègent les communautés francophones, mais ce n'est pas le cas.

Au contraire, les programmes d'immersion française, en adhérant aux règles de l'Académie française, renforcent la notion qu'il existe un dialecte supérieur.

Finalement, pour Suzanne Robillard, la solution consiste à dépasser la notion de supériorité et à reconnaître que tous les dialectes présentent des grammaires aussi

complexes qui méritent d'être utilisées. Dans l'ensemble, les solutions au problème de l'insécurité linguistique impliquent des efforts individuels et collectifs pour aider tous les Franco-Albertains à se sentir inclus dans la société. ▲



LA FABRIQUE DU DISCOURS OU L'ART DE CONVERTIR À UNE IDÉOLOGIE

L'exigence d'ouverture à la pluralité et à la diversité culturelle qui se manifeste au sein de nos sociétés contemporaines oblige les universités et les chercheurs, tant en sciences fondamentales qu'en sciences humaines, à revoir leurs travaux et la conduite de leur recherche.

Autre l'utilisation des binômes conceptuels mâle-femelle, homme-femme, le milieu de la recherche, que ce soit aux États-Unis, au Canada ou ailleurs en Europe et dans le monde, est aussi confronté depuis quelques temps à de profondes turbulences qui remettent en question tout l'édifice hétéronormatif dominant dans la transmission des savoirs.

LA TOLÉRANCE CONTRE L'HUMANISME

Ces transformations, incluant les discours de violence et de haine qui les ont accompagnées récemment sur la place publique et dans les réseaux sociaux, ne sont pas seulement le résultat d'interprétations des découvertes en biologie ou dans les sciences cognitives. Elles ont aussi comme héritage ce qu'on a appelé au siècle dernier, en France, la *déconstruction*. Ce mouvement qui a connu son heure de gloire dans les années 1960 et 1970 s'est essayé, sous le couvert du relativisme culturel et de la tolérance, à repenser l'identité à rebours de l'ethnocentrisme occidental et sa prétention à englober les particularismes et les individualités dans l'orbite du progrès et de la civilisation.

En proposant une définition transcendante de l'homme à partir d'invariants (codes, signes, structures) et non plus d'après la notion de sujet ou de raison, le structuralisme et plus généralement la déconstruction ont certes conduit à une meilleure compréhension de certains mécanismes sociolinguistiques et psychanalytiques. Ils n'ont pourtant pas moins fait apparaître que

l'individu reste soumis à des déterminismes en quelque sorte sur lesquels il n'a pas toujours prise (langue, histoire, religion, culture).

L'INTERSECTIONALISME OU LES DANGERS DE L'ANTIRACISME

Si les vieilles recettes assimilationnistes ne sont plus tenables, en revanche

l'intersectionalisme et les théories du genre (sexe, identité, race) qui ont pris le relais de la déconstruction depuis 1980 aux États-Unis n'échappent pas à la difficulté de concevoir d'autres modèles culturels sans succomber à la tentation de rétablir une hiérarchie des valeurs. Au point même d'alimenter un « racisme agressif » qui contribue à réintroduire la notion de race, concept que l'on croyait pourtant avoir détruit il y a cinquante ans à travers les croisées politiques et les processus sociaux et intellectuels de la déconstruction.

Après l'expérience malheureuse de certaines universités canadiennes et américaines, c'est au tour de la France de faire les frais de l'antiracisme. Récemment, deux enseignants de l'IEP de l'Université de Grenoble furent taxés d'islamophobie et violemment pris à partie dans les médias et sur les réseaux sociaux par un mouvement étudiant radical. Soumise à la loi de l'offre et de la demande depuis que la mondialisation a fait son œuvre, voici que l'université assiste maintenant, en son sein, à une lutte de tous contre tous.

Comme le souligne Pascal Bruckner (*Un coupable presque parfait*, 2020), dans ce nouvel état de nature, où qui ne dit mot consent, le blanc en particulier est devenu le coupable idéal : raciste, il est aussi perçu comme le « violeur ontologique » par excellence et « l'exploiteur » des dominés et des racisés. Face à cette tendance réactionnaire, des cadres universitaires, pourtant bien avisés, se refusent de sanctionner au nom de la tolérance ou tout simplement par crainte d'être accusés d'**opresseurs**.

Si bien intentionnées soient-elles dans leur critique de l'universalisme, les théories de l'intersectionalisme ne sont jamais loin d'une récupération par un antiracisme à la dérive. Le danger avec les théories du genre, c'est qu'elles ne parlent plus de combat contre l'ethnocentrisme au nom d'un relativisme culturel comme à l'époque de la décolonisation. Nous sommes dans le monde d'après... Dans une sorte de post-modernisme individualiste, pour reprendre une formule du sociologue Gilles Lipovetsky (*L'ère du vide. Essai sur l'individualisme contemporain*, 1983) : passées les émotions et les revendications, le lynchage médiatique, la violence, voire l'appel au meurtre, deviennent les fondements légitimes, bien qu'arbitraires, d'un nouveau combat.

L'HUMANITÉ DOIT RÉSISTER AUX AFFRONTS IDÉOLOGIQUES

Nous faut-il absolument choisir entre « l'homme-lieu » et « l'homme flottant » ? Il semble pourtant que certains aient décidé de le faire à notre place. Après les bêtises de certains dirigeants et des modes de gestion parfois chaotiques, rien ne saurait être plus détestable dans un milieu universitaire digne de ce nom que de se faire dicter ce genre de pensée préfabriquée.

Plus besoin d'un détour par le passé, par les signes d'humanité déposés dans les grands livres. C'est trop suspect, dit-on. Or, pour accuser Platon de misogynie, comme l'ont si souvent fait les mouvements féministes, ou pour imputer à Descartes, à la manière de Michel Foucault (*Histoire de la folie...*, 1961), l'invention du premier hôpital pour malades mentaux à Paris en 1656, ou encore pour accuser Hegel d'eurocentrisme, il a bien fallu lire et interpréter leurs écrits et non pas simplement se contenter de vagues opinions reçues.

Mais il n'en va plus ainsi. Plus besoin de la médiation d'un monde commun de références et de valeurs partagées qui s'exhaussent du périmètre où elles ont surgi. Ce n'est plus le monde qui est la référence totalisante mais l'individu prisonnier des limbes de l'introspection, enfermé dans l'originalité de son moi. Jadis, l'autonomie était à conquérir, elle est désormais à respecter. Comme dirait Emmanuel Lévinas, on raisonne comme

si le moi avait assisté à la création du monde.

S'évader de soi, sortir de son univers mental, des limites de son territoire, s'extraire de sa gloutonnerie, n'est-ce pas admettre la part d'étrangeté qui est en nous et le besoin d'autrui (l'altérité) pour nous en délivrer le secret

et la richesse ? N'est-ce pas accepter, à la manière de Montaigne, que c'est de l'autre que le moi se soutient et se crédite ? La *subjectivité* ne peut se penser que sur un fond d'intersubjectivité (Ernst Cassirer, *Logique des sciences de la culture*, 1942).

Et si, à l'image de ceux qui ont voulu civiliser les cultures autochtones, les théories du genre ne retenaient de l'humanisme universaliste que ce qui leur semblait le plus propice à constituer un plaidoyer spécial ? ▲

**GLOSSAIRE**
OPPRESSEUR
Personne qui exerce une domination, une tyrannie.



ÉTIENNE HACHÉ
CHRONIQUEUR
POLÉMIQUE ET
PHILOSOPHIQUE

Explorez la formation continue au Centre collégial de l'Alberta

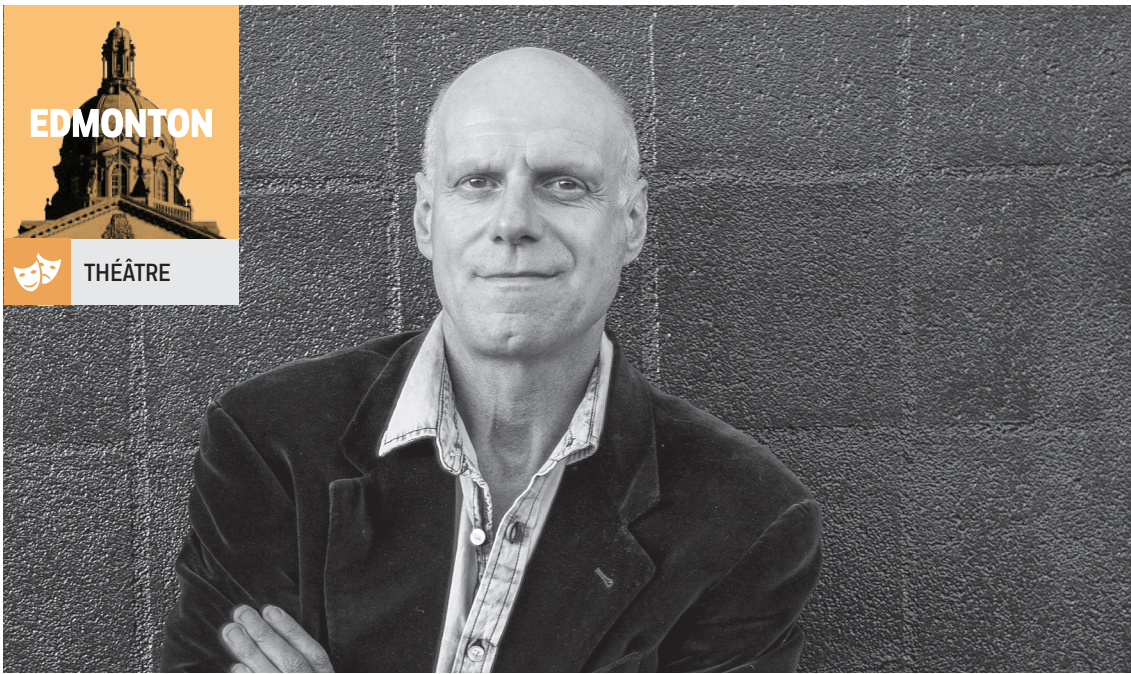
Le CCA vous propose une occasion de développement professionnel pour le domaine de l'éducation à la petite enfance. Retrouvez d'autres formations, inscrivez-vous et abonnez-vous à notre infolettre à www.centrecollégialalberta.ca

Le soutien au développement sexuel des enfants pour les éducatrices et éducateurs à la petite enfance

Cette formation virtuelle et interactive vise à outiller les éducatrices et éducateurs de la petite enfance afin favoriser des interventions axées sur la promotion et la prévention en matière de santé sexuelle auprès des enfants qu'ils côtoient dans leur milieu de travail.

- Animé par Katherine Desautniers
- 125 \$ payable au moment de l'inscription
- 15 mai 2021 - 9h à 17h00 (HNR)
- En ligne - Un lien sera envoyé aux inscrits

UNIVERSITY OF ALBERTA
CAMPUS SAINT-JEAN
Centre collégial de l'Alberta



Bernard Salva qui est derrière le texte et la mise en voix de la pièce *Dalia, une Odyssée*. Crédit : Isaiah Rust



Mariama Gueye est la directrice générale de la Coalition des femmes de l'Alberta. Crédit : Courtoisie



Alice Musele est l'interprète de *Dalia*. Il s'agit de sa troisième production avec le Théâtre à l'Ouest. Crédit : Courtoisie.

L'IMMIGRATION EN AVANT-SCÈNE

Qu'est-ce qui pousse une personne à se lancer dans un parcours d'immigration ? Quelles sont les barrières que les arrivants peuvent rencontrer ? La pièce *Dalia, une Odyssée* explore des pistes de réponse à ces questionnements, mais surtout, elle amorce une réflexion sur ces thèmes du point de vue féminins. Le 16 avril dernier, une trentaine de spectateurs ont pu se joindre aux 12 interprètes pour une lecture publique de la pièce.

« À

Edmonton, on manquait cruellement de pièce multiculturelle », souligne Bernard Salva, qui est derrière le texte et la mise en voix de *Dalia, une Odyssée*.

La pièce, créée au Campus Saint-Jean puis publiée aux éditions Les Cygnes, est ressortie de l'ombre après 6 ans d'absence grâce à la Coalition des Femmes de l'Alberta.



SARAH THERRIEN
JOURNALISTE

Mariama Gueye, directrice générale de cette même association, explique que cette collaboration a été générée par une envie « de faire découvrir le théâtre à nos membres

et au public en plus de parler de la culture africaine et aussi parler de l'immigration. » De plus, *Dalia, une Odyssée* aborde plusieurs thèmes importants pour l'organisme notamment la valorisation de l'expérience des femmes.

« Je pense que c'est clair que nous sommes la troupe la plus multiculturelle à Edmonton », lance Bernard Salva, une diversité bien appréciée par Mariama Gueye.

L'IMMIGRATION SOUS LES PROJECTEURS

Pour conclure la lecture publique, l'équipe de la Coalition des femmes de l'Alberta a alimenté une discussion grâce à la participation de deux intervenantes : Ida Kamariza du Réseau en immigration de l'Alberta (RIFA) et la docteure Samira El Atia.

Toutes deux s'accordent à dire que le

parcours d'un immigrant s'avère être un véritable combat de titan. Et même si toutes les expériences sont différentes, le périple reste long et parsemé d'embûches. Malgré tout, « ce sont des sujets importants qui font du bien à partager », ajoute Alice Musele, l'interprète de *Dalia*.

UN PROCESSUS DE CRÉATION ORIGINAL

En 2014, Bernard Salva souhaite écrire, tout simplement. L'homme qui dirige la troupe du Campus Saint-Jean depuis 2004 a envie de créer pour le théâtre, une première pour lui. La création de *Dalia, une Odyssée* est alors lancée.

« La façon de fabriquer la pièce était assez originale », explique Bernard Salva. Le processus de création commence par des improvisations d'étudiants où certains thèmes et idées ressortent, dont celui d'une jeune somalienne clandestine. Par la suite, Bernard Salva emploie une méthode de création plus contemporaine : chaque semaine, il écrit dix pages de textes puis les essaie sur scène. Ajustements et raffinements sont nécessaires, en plus d'un travail de documentation historique. Finalement, après trois mois, la création est aboutie.

THÉÂTRE DU VOYAGE

Un mariage forcé, un pays en grande difficulté, la pièce de théâtre raconte l'histoire de *Dalia*, 15 ans, qui décide de prendre la fuite vers le Canada laissant derrière elle sa meilleure amie. « C'est une pièce qui démarre d'une façon presque tragique », mentionne Bernard Salva.

En deuxième partie, la rencontre entre *Dalia* et un sans-abri à Edmonton donne un tout autre ton à l'histoire, laissant place à l'espoir et la complicité. « La pièce est entre ses deux pôles : un pôle tragique et un autre plus comique avec des personnages hauts en couleur », précise l'auteur.

« C'est une histoire très émouvante, et réelle », souligne Alice Musele « la pièce donne la voix aux sans voix », ajoute-t-elle. ▲

« À EDMONTON, ON MANQUAIT CRUELLEMENT DE PIÈCE MULTICULTURELLE »

Bernard Salva

« C'EST UNE HISTOIRE TRÈS ÉMOUVANTE, ET RÉELLE »

Alice Musele

GLOSSAIRE

TRAGIQUE

Qui émeut par son caractère effroyable, triste, violent.

Soulignez la fête des mères avec Le Franco



Envoyez-nous une photo, et écrivez-lui en quelques mots combien vous l'aimez avant le 4 mai à

marketing@lefranco.ab.ca



Faites Vite !

Votre maman recevra le journal contenant votre témoignage si vous faites partie des 15 premiers envois.

Vos messages et photos seront publiés dans l'édition du 13 mai.

L'envoi se fait au Canada uniquement.

N'oubliez pas de nous envoyer votre nom ainsi que l'adresse postale de la personne qui recevra le journal



Meera Sylvain, l'une des participantes de la Chicane Albertaine. Elle en est à sa troisième participation. Cette année, «elle voulait avoir la chance d'enregistrer son album en studio». Crédit photo: Courtoisie.

UNE CHICANE ALBERTAINE À LA MÉLODIE TRÈS FÉMININE

Avril 2020, la 20e édition de la Chicane Albertaine est annulée pour cause de COVID-19. En 2021, c'est la résurrection. Une nouvelle version, plus intime et un album pour la célébrer. Celui-ci sera composé de huit chansons originales longuement travaillées par huit jeunes artistes féminines des quatre coins de la province et leur mentor.

La nouvelle réalité pandémique a obligé les membres du Centre de développement musical d'Edmonton à réinventer ce concours de musique destiné aux groupes de musique scolaires. Cette année, seules 8 jeunes participantes, en solo, ont pu profiter de l'expertise de professionnels dans une formule-école de la chanson.

L'avantage est que celles-ci ont le privilège de bénéficier d'un mentorat personnalisé dans la création de chansons d'un artiste de la scène franco-albertaine. Autrement dit, il guidait les participantes dans le processus de création musical pendant 14 semaines tout en donnant des rétroactions.

Les auteurs-compositeurs-interprètes Renelle Ray, Mireille Moquin, Sympa César ainsi que le réalisateur et producteur

musical Aristóteles Canga ont accompagné les jeunes participantes à titre de mentor.

Pour sa première participation à la Chicane, le mentor Aristóteles Canga voit ce programme comme le gardien de la musique francophone dans la

province. Une musique qui doit rester vivante à tout prix. «Ça me réjouit de faire partie de quelque chose qui aura un résultat positif dans l'avenir de ces jeunes et dans la francophonie albertaine.»

DES ATELIERS D'ÉCRITURE PRISÉS

Les activités de la Chicane se sont déroulées de façon virtuelle. Israël Huard, coordonnateur de la Chicane Albertaine, explique qu'il a été important pour le centre de développement musical (CDM) de recréer l'ambiance de création et de collaboration de la Chicane.

Les sessions d'écriture de l'auteure-compositrice-interprète Ariane Mahrýke Lemire, ont été marquantes pour Meera Sylvain, l'une des participantes. En activité pratique, la jeune artiste émergente indique avoir eu cette belle opportunité de composer des chansons avec les autres

participantes.

Ariane leur a donné un peu d'inspiration au début et «nous avons toutes écrit un paragraphe. Par la suite, on a modifié les paragraphes. Moi, j'avais le paragraphe d'une



Isaël Huard, coordonnateur de la Chicane Albertaine. Selon lui, lorsque les participantes verront leur chanson prendre forme, ce sera un moment très marquant de l'aventure. Crédit photo: Sébastien Guillier-Sahuqué.



Le réalisateur, producteur franco-albertain d'origine angolaise, Aristóteles Canga qui agit pour la première fois à titre de mentor à la Chicane Albertaine. Crédit photo: Johanne Canga.

autre fille et j'ai ajouté une autre strophe et ça continuait ainsi». «Après un an de vie virtuelle, ça été étonnant de voir à quel point les filles voulaient quand même participer. Elles étaient généreuses, ouvertes, courageuses et très enthousiastes malgré leurs horaires chargés», indique celle qui leur a donné des outils pour travailler leurs textes.

L'ENGOUEMENT FÉMININ

Lors du processus de sélection, Aristóteles Canga raconte qu'un seul garçon s'est présenté. «Je vous assure que c'est

quelque chose qui m'a étonné en tant que jury de sélection des participants».

Sa surprise est due au fait qu'il s'attendait à voir autant de garçons que de filles estimant que cette formation est une incroyable opportunité pour la jeunesse franco-albertaine, et encore

plus pour les passionnés de musique.

Alors que la production de l'album a débuté le 1er mai pour être disponible au courant de l'année, Aristóteles Canga ne cache pas son enthousiasme d'avoir vécu cette année un tel engouement de la part de ces jeunes artistes féminines. «C'est quelque chose de positif. Ça fait plaisir de voir plus de filles intéressées par la composition et la réalisation musicale», conclut-il. ▲

SUGGESTION CULTURELLE DU FRANCO!



Les suggestions de cette semaine sont proposées par **Valériane Dumont**. Adjointe administrative et marketing



• Pour qui je me prends de Lori Saint-Martin

C'est le premier roman franco-canadien que j'ai lu. Il est disponible en français à la Bibliothèque d'Edmonton. Dans ce récit, l'auteure nous raconte comment la langue française lui a permis de se sauver d'une vie qu'elle a rejetée depuis son plus jeune âge. Née en Ontario, anglophone de naissance, elle a commencé à écrire en français pour que sa famille ne puisse pas comprendre ses textes.



• Les Cowboys Fringants

Dans *Toune d'Automne*, le grand frère se réjouit que sa sœur rentre à la maison sans avoir épousé un Albertain, il s'en dit même soulagé, mais pourquoi ?! C'est grâce à leur musique que j'ai entendu parler de l'Alberta pour la première fois en 2002. Enfin, la seconde si on compte la victoire de Frank Piccard aux JO de Calgary en 1988 (à cette époque, je ne savais pas que j'y habiterais un jour...)



• Lupin

Cette série originale diffusée sur Netflix reprend l'idée du roman du même nom de Maurice Leblanc en le transposant au XXIe siècle. Un héros noir, divorcé, avec la classe d'Arsène Lupin remise aux goûts du jour. Les aventures originales sont disponibles en français à la bibliothèque d'Edmonton. S'il y a un peu d'attente, nul doute que le succès de la minisérie en est à l'origine!



GABRIELLE BEAUPRÉ JOURNALISTE

*

GLOSSAIRE

STROPHE
Ensemble de vers, de paroles organisés par rimes.

Comment puis-je être certain(e) que les vaccins contre la COVID-19 sont sécuritaires?

Seuls les vaccins sûrs, efficaces et de la plus haute qualité sont autorisés par Santé Canada. Le Canada est reconnu dans le monde entier pour ses normes de qualité élevées et son examen rigoureux des vaccins.

Apprenez-en plus sur les vaccins contre la COVID-19 au
Canada.ca/vaccin-covid

1-833-784-4397



Les **vaccins**
contre la COVID-19
et **VOUS**



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada

INFIRMIER.ES : À BOUT DE SOUFFLE... ET EN COLÈRE

Le 11 mars fut un triste anniversaire : c’est le jour où l’Organisation mondiale de la santé a déclaré la COVID-19 comme étant une pandémie mondiale. Un an et quelques semaines plus tard, les infirmières et les infirmiers du Canada sont arrivés au point de rupture. Nous sommes épuisés, à bout de souffle... et en colère.

Chaque jour, infirmières et infirmiers autorisés sont aux premières lignes de la pandémie et de notre système de soins de santé. Nous voyons les problèmes en détails saisissants, et nous avons l’expérience pour savoir ce dont on a besoin. C’est à répétition que nous avons demandé aux décideurs de régler les pénuries criantes de personnel et de fournir des protections de base pour assurer la sécurité des travailleurs.

NOUS CONTINUONS D’ÊTRE IGNORÉS ET LE RÉSULTAT EST DÉVASTATEUR

Selon l’Institut canadien d’information sur la santé, le nombre de cas de COVID-19 chez les travailleurs de la santé a triplé depuis juillet 2020. En date du 15 janvier 2021, 65 920 travailleurs de la santé ont contracté le virus COVID-19, soit 9,5 % de toutes les infections au Canada. Plus de 40 travailleurs de la santé seraient décédés de la maladie.

Dans notre système de soins de longue durée en difficulté, les lacunes en matière de dotation et de protocoles de sécurité ont contribué à provoquer une tragédie nationale. Environ 25 000 des infections chez les travailleurs de la santé se retrouvent dans le secteur des soins de longue durée. Plus de 14 000 résidents vulnérables sont décédés de la COVID-19, soit environ 70 % de tous les décès au Canada.

LINDA SILAS
EST INFIRMIÈRE ET PRÉSIDENTE DE LA FÉDÉRATION CANADIENNE DES SYNDICATS D’INFIRMIÈRES ET D’INFIRMIERS.

IL AURAIT PU EN ÊTRE AUTREMENT

Dès janvier 2020, la Fédération canadienne des syndicats d’infirmières et infirmiers incitait déjà les gouvernements du Canada à tenir compte des leçons tirées du SRAS et à adopter une approche de précaution. Cela voulait présumer que le virus était en suspension dans l’air et protégé, en conséquence, les travailleurs de la santé étaient alors des vecteurs potentiels de transmission.

Les syndicats infirmiers du pays ont rencontré, et continueront de rencontrer, les représentants gouvernementaux et la santé publique afin d’assurer une protection adéquate pour leurs membres à la première ligne de défense contre ce virus en constante évolution.

Malgré ces efforts déployés par les syndicats du pays, les travailleurs de la santé ont été mis en danger de façon inacceptable et cela a eu des **répercussions** sur leurs familles, leurs patients et leurs collectivités.

Ce n’est qu’en janvier 2021, que l’Agence de la santé publique du Canada (ASPC) a finalement reconnu ce que les syndicats et plusieurs experts disaient depuis longtemps. Les travailleurs de la santé sont à risque de transmission par voie aérienne lorsqu’ils sont en contact étroit avec une personne infectée. Or, l’ASPC n’exige toujours pas que les travailleurs de la santé au sein des unités de COVID-19 et des « zones chaudes » portent des équipements de protection contre la transmission par voie aérienne, notamment des respirateurs N95.

De façon similaire, les provinces canadiennes n’ont pas mis à jour leurs directives afin de refléter adéquatement ce que nous savons sur le virus et sur son mode de transmission.

Seul le Québec a suivi les données scientifiques pour aboutir à une conclusion toute naturelle. Ainsi,

depuis le 11 février 2021, le Québec exige que les travailleurs de la santé dans les zones chaudes de COVID-19 portent un respirateur N95 ou un équipement offrant un niveau supérieur de protection.

Pendant que les variants circulent au Canada et augmentent drastiquement le taux de transmission, il y a davantage de pression sur le dos des travailleurs de la santé épuisés. Si on ne fait rien, les effectifs dans le secteur de la santé, secteur où il y a déjà pénurie de personnel, pourraient diminuer encore davantage.

NOUS DEVONS EMPÊCHER CELA

Les experts et les données confirment que nous avons désespérément besoin de plus de personnel et non moins. Le cycle de longue date de compressions budgétaires, dotation insuffisante et charges de travail augmentées a érodé la main-d’œuvre dans le secteur de la santé et la qualité des soins aux patients. Nous avons besoin, dès maintenant, d’investissements substantiels dans le recrutement

et le maintien en poste du personnel infirmier sinon il est fort probable que nous verrons un grand nombre quitter la profession en raison de l’épuisement professionnel.

Les gouvernements du Canada doivent se sortir la tête du sable et manifester respect aux travailleurs de la santé. Un

premier pas serait de donner suite à nos demandes pour une meilleure sécurité dans les milieux de travail et pour assurer une dotation axée sur la sécurité.

Si les décideurs avaient tenu compte des mises en garde faites par les infirmières et les infirmiers avant la pandémie, peut-être aurions-nous pu sauver plusieurs autres vies. ▲

**GLOSSAIRE**
RÉPERCUSSIONS
Conséquences

Rencontre du Comité exécutif de l’ACFA · 19 avril 2021, par visioconférence



POINTS SAILLANTS

RAPPORT DE LA PRÉSIDENTE

Le 13 avril dernier, l’ACFA a témoigné devant le Comité permanent des langues officielles de la Chambre des communes dans le cadre de son étude sur les mesures du gouvernement pour protéger et promouvoir le français au Québec et au Canada.

Ce fut l’occasion de parler de la situation du Campus Saint-Jean et de proposer des pistes de solutions pour le gouvernement fédéral. Un mémoire a aussi été déposé.

La présidente a également poursuivi les rencontres politiques, en prévision du dépôt du budget fédéral, le 19 avril 2021.

Ébauche de curriculum albertain

Les administrateurs ont reçu une mise à jour sur ce dossier.

Finances

Les administrateurs ont adopté le rapport financier du 1er juillet 2020 au 28 février 2021.

Forum communautaire

Le comité des suivis s’est rencontré et le Forum communautaire est reporté en septembre 2021.

Éducation postsecondaire

Les administrateurs ont discuté des investissements en éducation postsecondaire dans la langue de la minorité, présentés dans le budget fédéral 2021, et des suivis à donner. Il est confirmé qu’une portion de ces fonds pourront aller vers le Campus Saint-Jean.

Des démarches doivent être entreprises afin de trouver le mécanisme pour que les fonds soient accessibles. Une mise à jour sur le recours judiciaire a aussi été présentée.

La prochaine rencontre du CA provincial de l’ACFA aura lieu les 26 et 29 mai 2021. La prochaine rencontre du Comité exécutif est prévue le 21 juin 2021.

SECRÉTARIAT PROVINCIAL DE L’ACFA

La Cité francophone
8627 rue Marie-Anne-Gaboury
Pavillon II, Bureau 303
Edmonton, Alberta T6C 3N1

Tél.: 780 466-1680
Télec.: 780 826-1923
acfa@acfa.ab.ca
www.acfa.ab.ca


Suivez-nous : acfaab

VIVRE EN FRANÇAIS EN ALBERTA !



LES TWEETS DE LA SEMAINE



Sheila Risbud
@SheilaRisbud
Présidente
de l'ACFA



121,3 millions de dollars pour l'éducation postsecondaire dans la langue de la minorité : le gouvernement fédéral a été l'écoute de la communauté francophone en Alberta - reste à voir une annonce concrète pour le CSJ. Merci @melaniejoly et @MonaFortier #frab #sauvonssaintjean



Joseph Dunn
@louisianais1742

Franco-louisianais
| entrepreneur
touristico-culturel
| activiste
franco-créolophone
| démythificateur
| rappel de choses que l'anglais nous a fait oublier



En Louisiane, on essaie de réimaginer des espaces francophones & on s'inspire bcp des modèles & des infrastructures franco-canadiens. Cette situation nous touche aussi, car il démontre à quel point, même dans un pays officiellement «bilingue», il faut toujours être aux aguets.



ÉDUCATION



Une première ébauche du curriculum scolaire pour le niveau élémentaire, produite par le ministère de l'Éducation en octobre 2020, met les francophones de côté sous plusieurs aspects. Photo : Crédit : Marie-Lan Nguyen - Wikimedia Commons

ÉDUCATION EN ALBERTA : L'IDENTITÉ DES FRANCOPHONES BAFOUÉE

Les francophones en Alberta sont furieux. La cause de leur colère? Une première ébauche du curriculum scolaire pour le niveau élémentaire, produite par le ministère de l'Éducation en octobre 2020, les mettait de côté sur plusieurs aspects. Un retour à la table de travail ministérielle, à la fin de l'hiver, n'a pas suffi à apaiser la grogne.

Martine Cavanagh est professeure de didactique en français et vice-doyenne responsable des programmes en éducation au Campus Saint-Jean. À ce titre, elle s'est penchée une seconde fois sur l'ébauche retravaillée par le ministère et publiée fin mars.

La première «**lacune**» qu'elle identifie en ce qui concerne les francophones de l'Alberta, c'est que l'ébauche du curriculum ne fait pas mention «du document-cadre de l'éducation francophone en Alberta [datant de 2001, *NDLR*], où sont fournies des explications assez claires des besoins sur les élèves francophones, leurs familles, la communauté francophone».

La professeure explique que les résultats identifiés dans le document de 2001 devraient se retrouver dans l'ébauche du nouveau curriculum pour assurer que les enseignants francophones puissent atteindre des objectifs clairs.

DES COMMENTAIRES IGNORÉS PAR LE MINISTÈRE

Selon Martine Cavanagh, l'absence de mention du document-cadre nuit aux francophones qui ont «besoin de se voir comme ayant une identité francophone».

«Ils ont besoin de sentir qu'ils appartiennent à l'autre communauté de langues officielles au Canada, qu'ils ont des droits linguistiques et éducatifs particuliers qui sont enchâssés dans la Constitution du Canada. Toute cette dimension n'apparaît pas dans le document», déplore la professeure.

Par exemple, la notion d'identité n'est pas présente dans la nouvelle ébauche du programme de français ni dans l'introduction ou dans les grandes idées organisatrices. Martine Cavanagh

note que c'est pourtant le cas dans le programme actuel.

La professeure fait partie de l'Association des doyens et doyennes en éducation de l'Alberta. À ce titre, elle a envoyé au gouvernement des remarques «assez précises : en plus de la question identitaire, il y avait de grosses confusions, je disais que cette ébauche du programme de français était très morcelée... Mais je ne vois pas qu'on ait pris compte mes commentaires.»

De même pour Carla Peck, professeure en enseignement des études sociales à l'Université de l'Alberta : «Le processus entrepris par le gouvernement n'a pas impliqué une vaste consultation des experts et des communautés de l'Alberta, comme cela a été le cas auparavant. Sans représentation francophone à la table, il n'est pas surprenant que ces perspectives aient été omises.»

Dans l'ébauche concernant les études sociales, son domaine, elle aussi déplore le fait qu'«il n'y a aucune mention des

Le *Cadre Directeur* guide l'élaboration des curriculums. Le curriculum est le contenu – ce que les élèves apprennent. Cet apprentissage comprend ce que les élèves doivent savoir et ce qu'ils doivent être capables de faire.

Source : *Cadre directeur pour la conception et l'élaboration du curriculum provincial de la maternelle à la 12e année*



■ Selon Carla Peck, professeure en enseignement des études sociales à l'Université de l'Alberta, le terme «Québec» «est mentionné 25 fois dans le programme d'études sociales de la maternelle à la 6e année. Dans le curriculum, il y a zéro référence aux Franco-Albertains». Photo: crédit courtoisie.



■ «Les normes de qualité de l'enseignement nous demandent d'intégrer les savoirs et les perspectives autochtones de la maternelle à la 12e année», rappelle Eva Lemaire, professeure en éducation associée à la Faculté Saint-Jean et professeure adjointe au Département d'Educational Policy Studies. (Crédit : Courtoisie)



■ Dans un document de l'ébauche du curriculum [...] publié en 2020, Martine Cavanagh, professeure de didactique en français et vice-doyenne responsable des programmes en éducation au Campus Saint-Jean, observe qu'«il n'est pas fait mention du document-cadre de l'éducation francophone en Alberta, où sont fournies des explications assez claires des besoins sur les élèves francophones, leurs familles, la communauté francophone». Photo: crédit courtoisie.



■ Claudette Roy, présidente de la Société historique francophone de l'Alberta (SHFA), a travaillé pour la reconnaissance de l'histoire francophone de l'Alberta dans le curriculum de 2005. Elle dénonce l'absence de perspectives de l'ébauche actuelle. Elle était affiliée au Parti libéral en 2008. Photo: crédit courtoisie.

ALLERS-RETOURS DES POLITIQUES ALBERTAINES

En 2016, le gouvernement de la néodémocrate Rachel Notley s'était donné cinq ans pour faire une refonte des programmes. Cette réforme avait été lancée entre autres parce que l'apport des francophones dans la province restait confiné aux études sociales sous le gouvernement conservateur précédent. En 2019, après l'élection des progressistes conservateurs de Jason Kenney, la nouvelle ministre de l'Éducation, Adriana Lagrange, a lancé une nouvelle phase de consultations, repartant ainsi de zéro. En août 2020, elle a nommé huit consultants pour conseiller le gouvernement sur le nouveau programme.

Franco-Albertains d'aujourd'hui. Il s'agit d'un aspect essentiel des études sociales : aider les élèves à établir des liens entre le passé et le présent, y compris des liens avec leur vie. Le programme d'études sociales échoue lamentablement dans cet aspect.»

UN CALQUE DE LA RÉALITÉ QUÉBÉCOISE?

Des témoignages se sont accumulés ces derniers mois pour soulever ce manque d'identité francophone propre à la province au sein de l'ébauche. Plusieurs déplorent aussi un transfert de la réalité québécoise sur la francophonie albertaine. Dans ce sens, Carla Peck observe que le terme «Québec» «est mentionné 25 fois dans le programme d'études sociales [proposé] de la maternelle à la 6e année. Dans le curriculum, il y a zéro référence aux Franco-Albertains».

Elle s'appuie sur plusieurs exemples énoncés dans l'ébauche pour prouver que très peu de références sont faites aux francophones dans le programme d'études sociales de la maternelle à la 6e.

En effet, Carla Peck explique qu'en 3e année, les relations francoautochtones avant la Confédération, le Grand Dérangement des Acadiens (1755), la fondation de la Nouvelle-France, le Québec sous la domination britannique (1760-1776) et l'Acte de Québec sont à l'étude.

En 4e année, c'est l'histoire des francophones en Alberta qui est abordée. Il s'agit du niveau qui reçoit la couverture la plus étendue, «mais elle ne représente que deux sections distinctes du programme de 4e année sur un total de vingt sections. Mais il n'y a aucune mention des Franco-Albertains, passés ou présents», souligne Carla Peck.

En 5e année, le programme fait référence à la Confédération et en 6e année, à la défaite de Montcalm (1759-60) et à l'invasion américaine de Québec (1775).

Pourquoi ce calque du Québec? «Cela fait longtemps que les francophones sont en Alberta, mais nous n'avons pas une histoire très connue ici, alors qu'il y en a une», assure Claudette Roy, présidente de la Société historique francophone de l'Alberta (SHFA).

«C'est pour cette raison qu'on ne veut pas juste que l'on dise que nous sommes des descendants de parents venus du Québec. C'est vrai en partie, mais la francophonie albertaine, ce n'est pas uniquement cela!» ajoute-t-elle.

LES PENSIONNATS DES AUTOCHTONES OUBLIÉS POUR LES PLUS JEUNES

Un autre aspect vient écorcher l'ébauche du curriculum : le manque d'intégration

des Premières Nations, notamment leur point de vue sur l'Histoire enseignée aux plus jeunes.

«Les normes de qualité de l'enseignement nous demandent d'intégrer les savoirs et les perspectives autochtones de la maternelle à la 12e année», rappelle Eva Lemaire, professeure en éducation associée à la Faculté Saint-Jean et professeure adjointe au Département d'Educational Policy Studies.

«Ça suit notamment les appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation [du Canada]», indique-t-elle.

Dès la sortie de la première ébauche fin octobre 2020, le fait que le gouvernement actuel n'allait pas intégrer les pensionnats autochtones de la maternelle à la 4e année dans le cadre de sa réforme n'était pas passé inaperçu.

La raison avancée par le ministère de l'Éducation était que l'histoire des pensionnats serait «trop triste».

Un point de vue auquel s'oppose Eva Lemaire : «L'idée que ce n'est pas faisable [d'enseigner l'histoire des pensionnats aux enfants] est un manque de connaissances à la fois du développement des enfants et des ressources qui existent.»

La professeure soutient que de nombreuses ressources permettent d'aborder cette question avec les plus jeunes, de la maternelle à la 4e année.

«Moi-même, comme enseignante qui fait de la formation pour les futurs enseignants, je démontre ou je vois avec mes étudiants comment on peut faire en s'adaptant à l'âge des enfants», soutient Eva Lemaire.

Pour l'instant, aucun recul n'a été annoncé sur cette question, malgré «des prises de position fortes des universitaires, des aînés autochtones et de la communauté éducative qui continuent de faire savoir qu'ils souhaitent que les pensionnats fassent partie du curriculum», comme prévu dans les normes de qualité de l'enseignement, indique la professeure.

Le nouveau curriculum albertain doit entrer en phase de test à la rentrée prochaine, sur la base du volontariat. Sa mise en place effective est prévue pour septembre 2022. ▲

GLOSSAIRE

LACUNE

Une absence, un manque, une erreur.

LA RÈGLE DE ~~GRAND-MÈRE~~ GRAMMAIRE

Les sept noms en «ou» qui prennent un x à la fin du mot. Les autres prennent un s.

Nos amis les **hiboux**

Le soleil se couche sur la prairie. Alors que de petits **cailloux** cognent à la porte de la famille hibou, Madame hibou met ses bijoux. Ce soir, elle va faire une bise à ses petits **choux** pendant qu'ils jouent avec leurs **joujoux**. Dehors, Monsieur Hibou l'attend à **genoux**, un bouquet de fleurs dans le bec. La porte s'ouvre, face à lui, étonnée, le regard au loin, elle s'écrit : «on nous a volé nos **choux**!». - Me cherches-tu des **poux**, dit-il un peu déçu. À la vue des fleurs, gênée, elle sourit. - Tu as raison, la soirée est à nous, et puis après tout nous ne sommes pas des cigognes!



«POUR MON PROM, JE ME SUIS GRAYÉ D'UNE MAUTA-DINE DE BELLE ROBE!»

L'expression populaire «se grayer» signifie se préparer, s'équiper, se munir. Son origine est incertaine, mais viendrait probablement du vieux verbe *gréer* que les matelots utilisaient pour parler d'un navire qu'on prépare à lancer à l'eau.

«Donnes-y pas des idées, ton père va se grayer du Canadian Tire au complet.»



Le vélo, un moyen de locomotion respectueux de la planète et bénéfique pour la santé. Photo : crédit Arnaud Barbet.

CALGARY SE MET AU VERT

En marge du **Jour de la Terre**, célébré le 22 avril dernier, l'association à but non lucratif du même nom a profité de sa conférence de presse pour lancer de nouveaux projets. Parmi eux, **ÉcoHack-ta-ville**, un projet pour accompagner les municipalités vers un avenir plus vert.

Le 7 avril, lors de la conférence de presse virtuelle du *Jour de la Terre - Canada*, à Montréal, son directeur Pierre Lussier, a donné la parole aux différents acteurs et partenaires qui travaillent de concert avec l'Association. Cette présentation avait pour but de souligner l'importance des citoyens dans la lutte contre le réchauffement climatique et de présenter certains programmes mis en place.

L'action citoyenne dans son ensemble était mise de l'avant notamment par Mme Bonnie Crombie, Mairesse de

la ville de Mississauga en Ontario, qui a insisté sur l'importance des initiatives municipales.

En effet, pour que le gouvernement fédéral se décide à réellement essayer de limiter les impacts que notre pays a sur l'environnement, il faut que le mouvement premier vienne des citoyens et citoyennes comme nous, explique-t-elle. Parmi ces programmes, il a été présenté ÉcoHack-ta-ville, une initiative locale pour les villes canadiennes.

CALGARY, LA VILLE SURPRISE

Pierre Lussier, interrogé sur la candidature de la ville de Calgary au projet *ÉcoHack-ta-ville*

s'explique, «on a approché plusieurs villes. Le maire de Calgary, Naheed Nenshi a paru intéressé». Finalement, la métropole albertaine s'est jointe au projet comme Laval (QC), Ottawa (ON), Moncton (NB) et finalement Vancouver-Nord (BC).

Ce projet, à Calgary, a pour objectif d'offrir les outils nécessaires aux acteurs de la municipalité pour atteindre le Net zéro, en d'autres termes réduire totalement les émissions de carbone sur la ville.

Pour cela, un réseau d'experts va travailler de concert afin de lutter contre le réchauffement climatique. Il s'agira de mettre en place une table ronde virtuelle où tous pourront échanger et apporter leurs différentes expériences.

Certaines formations en ligne seront aussi disponibles afin d'outiller les municipalités les plus volontaires pour connaître les gestes à poser. On notera tout de même qu'aucun échéancier n'a été dévoilé.

Ce pas en avant de la municipalité de Calgary semble une nouvelle étape dans l'après-pétrole, alors que selon un rapport de Statistique Canada datant de 2016, cette industrie a amené la province sur le podium de la production d'émissions de gaz à effet de serre (GES) au Canada.

L'IMPORTANCE DES MUNICIPALITÉS CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Kazir Coulibaly, gestionnaire en développement économique et développement durable, au Conseil de Développement Économique de l'Alberta explique que les municipalités jouent un grand rôle dans l'atteinte du Net zéro, «afin de limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré Celsius». Un objectif qui devrait être atteint d'ici 2050.



Selon lui, la lutte doit se faire sur plusieurs plans. Il s'agit entre autres d'éduquer les jeunes dans les écoles, que les citoyens y mettent du leur et de s'assurer que l'industrie pétrolière respecte la taxe sur le carbone.

Ce dernier volet est certainement dans la bonne voie après le camouflet subi par le Premier ministre Albertain Jason Kenney qui s'était opposé à cette taxe. «La Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre est constitutionnelle», tel est le jugement rendu et signé le 25 mars dernier par Richard Wagner, le juge en chef de la Cour suprême du Canada.

M. Coulibaly affirme «qu'il faudra inciter les gens à emprunter plus les transports en commun en sachant que le transport est la troisième plus grande source de pollution dans la province». Il note d'ailleurs la volonté de la municipalité de Calgary de ne mettre à la disposition de ses **contribuables** que des bus électriques à l'avenir.

D'ICI 2050, IL Y AURA 9 MILLIARDS D'ÊTRES HUMAINS ET LA QUESTION DE L'EAU DEVIENDRA CRUCIALE.

Kazir Coulibaly

Les gaz à effet de serre sont formés essentiellement de vapeur d'eau, de dioxyde de carbone (CO₂ ou gaz carbonique), de méthane (CH₄), de protoxyde d'azote (N₂O) et d'ozone (O₃).

DES PETITS GESTES CITOYENS AU QUOTIDIEN

Lors de cette conférence de presse, tous soulignaient l'importance de l'implication de chaque individu dans «la grande roue du changement». Pierre Lussier souligne d'ailleurs que «chaque geste compte, et qu'il est important de les adapter en fonction de ses croyances et ses convictions».

Il continue en admettant qu'il faille «profondément croire en ce que l'on fait pour modifier ses habitudes sur le long terme». Cela peut se traduire par l'utilisation de son vélo pour se déplacer, par la consommation de produits locaux organiques, ou dénués de produits chimiques. Bien évidemment, ce changement d'habitude ne présente pas le même visage pour tous.

La route est longue avant de constater les bienfaits des initiatives mises en place aujourd'hui, mais elle est nécessaire. À l'heure actuelle,

notre planète peut nourrir tous ses habitants, mais comme le rappelle Kazir Coulibaly, «d'ici 2050, il y aura 9 milliards d'êtres humains et la question de l'eau deviendra cruciale». Il insiste sur cet équilibre à trouver entre la protection de la planète et notre mode de vie. Une implication de tous au quotidien! ▲

VOULEZ-VOUS CRÉER VOTRE ENTREPRISE ?

Laissez-nous vous accompagner et vous assister!



Nouveau programme du CDÉA :

INTÉGRATION
entrepreneuriale
réussie

pour les nouveaux arrivants.

Rencontre personnalisée, ateliers et formation, activités de réseautage, mentorat de connexion, soutien aux transports.

Contactez-nous pour un premier RDV :

Edmonton et les environs :

carine@lecdea.ca

Calgary et les environs :

olga@lecdea.ca

Ou visitez **lecdea.ca**



Financé par :

Funded by:



Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada

Immigration, Refugees and Citizenship Canada



LE PROGRAMME JET : UN ACCÈS À L'EMPLOI POUR LA JEUNESSE

Demandez-le aux jeunes, ils vous le diront. L'intégration dans le milieu du travail n'est pas facile. **Ivan Touko** explique que la plupart des entreprises ont l'habitude de demander plusieurs années d'expérience dans leur offre d'emploi. Le programme **Jeunes-Études-Travail** (JET) prépare et accompagne les jeunes francophones et francophiles âgés de 15 à 30 ans à accéder au monde du travail.

Le programme JET d'accès-emploi offre aux participants une formation obligatoire d'une durée de deux à quatre semaines. Ces derniers naviguent notamment entre des sessions d'exploration de carrière, d'atelier de connaissance de soi, d'entrepreneuriat et de recherche d'emploi. Par exemple, les participants ont l'opportunité de faire réviser leur curriculum vitae et se préparer pour leurs futures entrevues en faisant des simulations.

Ivan Touko, le coordonnateur du programme, indique que «JET et accès-emploi sont présents pour soutenir la jeunesse et pour s'assurer que celle-ci continue de fleurir dans la province». C'est ainsi que les participants ont ensuite le choix de profiter d'un stage rémunéré de 12 semaines avec un soutien de placement à l'emploi ou d'une bourse pour un retour à l'école.



UN ENVIRONNEMENT ANGLOPHONE OU FRANCOPHONE

Bien que les ateliers et les formations soient donnés dans la langue de Molière, Ivan Touko dit que «ce n'est pas évident de placer les participants dans des entreprises francophones en raison de leur nombre très limité dans la province».

Il ajoute que le but de ce programme est que le participant trouve un emploi qu'il aime ou qu'il retourne sur les bancs de l'école dans un domaine qui le passionne. «Par exemple, si le participant a des opportunités [d'emploi] avec des entreprises anglophones, c'est correct puisque la priorité est qu'il débute sur le marché du travail.»

Jeunes-Études-Travail convient autant aux décrocheurs scolaires qu'aux jeunes diplômés ayant de la difficulté à trouver un emploi. Le coordonnateur nuance cependant que ce programme s'adresse principalement aux jeunes se retrouvant dans la région d'Edmonton et de Fort McMurray.

“ JET ET ACCÈS-EMPLOI SONT PRÉSENTS POUR SOUTENIR LA JEUNESSE ET POUR S'ASSURER QUE CELLE-CI CONTINUE DE FLEURIR DANS LA PROVINCE.”
Ivan Touko

*** GLOSSAIRE DÉLAISSÉE**
Abandonnée, seule, démunie.

quant à la mise en forme de sa recherche d'emploi. Elle sait aujourd'hui quelles sont les informations à inclure ou à éviter dans son curriculum vitae en fonction de l'offre d'emploi à laquelle elle répond, elle connaît les sites d'emploi sur le web à consulter lors de sa recherche et comment bien se préparer à une entrevue.

Elle se dit reconnaissante du soutien apporté par les membres de l'équipe entre les formations et le début de son stage. «Ils m'envoyaient régulièrement plusieurs offres d'emploi dans mon domaine d'études. Ils m'appelaient souvent afin de savoir comment j'allais, comment se passaient mes recherches et pour s'informer, à savoir si j'avais reçu des retours sur les emplois auxquels je postulais.»

Gunj Zorigt salue l'accompagnement de l'équipe même à la fin de sa formation. «Je ne me suis jamais sentie **délaissée**. Ils se sont assurés que je puisse trouver un travail et grâce à eux, je travaille désormais au sein d'une merveilleuse institution que j'aime.» ▲



GABRIELLE BEAUPRÉ
JOURNALISTE



Notre engagement à votre endroit

Depuis 1966, le Régime de pensions du Canada (RPC) assure le versement de prestations aux Canadiens et, selon une récente vérification indépendante, sera viable pour les 75 prochaines années. Les personnes qui ont cotisé chaque dollar durement gagné au RPC ont le droit de savoir qu'ils peuvent compter sur leur caisse de retraite publique à leur retraite. Investissements RPC est composé de professionnels de la finance qui ont le mandat clair de gérer la caisse du RPC dans l'intérêt des cotisants et des bénéficiaires, tout en exerçant leurs activités à l'abri de toute ingérence politique et gouvernementale. Notre travail vise non seulement à assurer les prestations de retraite des bénéficiaires et des cotisants actuels, mais également celles des prochaines générations.

Pour une mise à jour sur l'état de la caisse du RPC, consultez le site investissementsrpc.com.

Our commitment to you

Since 1966, the Canada Pension Plan (CPP) has been securely paying benefits to Canadians – and was recently independently assessed to be sustainable for the next 75 years. People who have contributed their hard-earned dollars to the CPP have a right to know that their public pension will be waiting for them when they retire. CPP Investments consists of financial professionals with a clear mandate to manage the CPP Fund in the best interests of contributors and beneficiaries while operating wholly independent of political and government interference. Our work not only supports security for your retirement, but also for the long term and generations to come.

For an update on the state of the CPP Fund, visit cppinvestments.com.



■ Justin Trudeau : La ministre du Développement économique et des Langues officielles, Mélanie Joly, revient sur la portée de ces mesures dans les secteurs touchant la francophonie. Photo : Crédit - Flickr Justin Trudeau.

LA MINISTRE JOLY REVIENT SUR LE BUDGET FÉDÉRAL

Le budget fédéral présenté lundi comporte plusieurs éléments touchant la francophonie canadienne, que ce soit au niveau de la culture, de l'éducation postsecondaire, des garderies ou de l'immigration. La ministre du Développement économique et des Langues officielles, Mélanie Joly, revient sur la portée de ces mesures dans les secteurs touchant la francophonie.

EST-CE QUE LES FONDS ANNONCÉS DANS LE BUDGET QUI TOUCHENT LA FRANCOPHONIE CANADIENNE REPRÉSENTENT DE «L'ARGENT NEUF»?

MÉLANIE JOLY : Oui, ce sont tous de nouveaux fonds. On a environ 400 millions \$ en nouveaux fonds [en appui aux langues officielles] qui sont accordés, surtout à trois priorités.

La première est tout ce qu'il y a en lien avec le postsecondaire en situation minoritaire au pays. La deuxième est l'immersion en français langue seconde et la troisième, c'est l'appui en infrastructures pour les projets de construction ou de rénovation des espaces communautaires et éducatifs.

Aussi — c'est plus pour le gouvernement — il y a un peu d'argent pour soutenir la modernisation de la Loi sur les langues officielles (LLO) [8,7 millions \$ sur deux ans, NDLR]. Donc tout ça, c'est environ 400 millions \$ de nouveaux fonds, et c'est à peu près ce qu'il y a eu en nouveaux fonds dans le dernier Plan d'action pour les langues officielles, dans lequel 500 millions \$ ont été injectés.

Ça vient soutenir les priorités présentées dans le document de réforme [de la LLO]. Ça

“ ON VA TOUJOURS VOULOIR SOUTENIR NOS INSTITUTIONS POSTSECONDAIRES «PAR ET POUR LES FRANCO-PHONES» OU BILINGUES.”
Mélanie Joly

GLOSSAIRE

PÉRENNISER
Rendre durable, permanent.

démontre le sérieux du gouvernement.

À lire aussi : Une certaine place pour les francophones dans le budget fédéral 2021

DU CÔTÉ DES ÉTABLISSEMENTS POSTSECONDAIRES, L'ENVELOPPE DE 121,3 MILLIONS \$ POURRAIT-ELLE SERVIR À UNE AIDE ÉVENTUELLE AU CAMPUS DE SAINT-JEAN OU ENCORE POUR APPUYER LA CRISE LE NORD DE L'ONTARIO?

MÉLANIE JOLY : C'est sûr qu'on est préoccupé de ce qui se passe au Campus Saint-Jean et à l'Université Laurentienne. On va toujours vouloir soutenir nos institutions postsecondaires «par et pour les francophones» ou bilingues. Donc l'argent qu'on a dans le budget, ça nous donne plus de ressources pour trouver des solutions.

Mais aussi, ça vient soutenir ce qu'on a dit dans le livre blanc [le document de réforme de la LLO], soit que le gouvernement fédéral a une obligation, un rôle à jouer, une responsabilité à prendre pour soutenir deux choses : premièrement, le continuum en éducation, de la petite enfance au postsecondaire ; puis les institutions clés à la vitalité des communautés linguistiques.

Lorsqu'une institution clé est à risque, à ce moment-là, le gouvernement doit agir. C'est un nouveau concept qu'on a développé et qu'on a inscrit dans le Plan d'action pour les langues officielles, et c'était en lien avec ce que les tribunaux avaient dit dans l'affaire de l'Hôpital Montfort.

Ça peut s'appliquer pour une institution postsecondaire, ça peut s'appliquer pour un hôpital, pour un centre communautaire clé.



UNE RELANCE AXÉE SUR LES EMPLOIS, LA CROISSANCE ET LA RÉSILIENCE

BUDGET 2021

■ Le budget fédéral présenté lundi comporte plusieurs éléments touchant la francophonie canadienne, que ce soit au niveau de la culture, de l'éducation postsecondaire, des garderies ou de l'immigration. Photo : Crédit - Capture d'écran Francopresse.

SENTEZ-VOUS UNE VOLONTÉ DU GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO DE COLLABORER AVEC LE FÉDÉRAL DANS CE DOSSIER?

MÉLANIE JOLY : J'ai eu l'occasion d'avoir une conversation mardi avec la ministre Mulroney [ministère des Affaires francophones] et le ministre Romano [ministère des Collèges et Universités] et je leur ai dit que pour moi, c'était important d'avoir une solution pour le postsecondaire en français dans le Nord de l'Ontario, puis que le gouvernement fédéral était certainement à la table pour faire en sorte que ce soit le cas.



■ La ministre du Développement économique et des Langues officielles, Mélanie Joly, revient sur la portée de ces mesures dans les secteurs touchant la francophonie. Photo : Crédit - Archives Francopresse.

La ministre Mulroney et moi, nous nous sommes entendues par le passé sur l’Université de l’Ontario français (UOF); on est capable de trouver une solution ensemble pour résoudre la crise qui a lieu actuellement à Sudbury.

AU SUJET DES GARDERIES. MÊME SI LES GARDERIES FRANCOPHONES NE SONT PAS MENTIONNÉES, PEUT-ON S’ATTENDRE À CE QU’ELLES REÇOIVENT UNE PARTIE DE CET ARGENT?

MÉLANIE JOLY : Oui, oui, c’est évident! Comme je disais plus tôt, dans le document de réforme de la Loi, on a dit que lorsqu’on déposera le projet de loi, on reconnaîtra le continuum en éducation, donc du préscolaire jusqu’au postsecondaire. Donc ça démontre l’importance d’avoir des garderies en français.

J’ai parlé à mon collègue, le ministre Ahmed Hussen [ministère de la Famille, des Enfants et du Développement social] qui est certainement un allié des communautés francophones en situation minoritaire. J’ai beaucoup travaillé avec lui sur toutes les questions d’immigration francophone lorsqu’il était ministre de l’Immigration. Il est très conscient de l’importance, dans les ententes fédérales-provinciales, de protéger aussi les droits linguistiques et qu’on puisse établir un réseau de garderies francophones au pays.

De mon côté, ça va me faire plaisir de travailler avec les communautés francophones partout au pays pour voir comment elles s’organisent pour développer un réseau de garderies par et pour les francophones. On va être là pour les soutenir.

POUR Y ARRIVER, IL FAUDRA ÉVIDEMMENT QUE LES PROVINCES EMBARQUENT DANS LE PROJET. LE PREMIER MINISTRE DU NOUVEAU-BRUNSWICK, BLAINE HIGGS, NE SEMBLAIT PAS TRÈS ENTHOUSIASTE FACE À CETTE NOUVELLE INITIATIVE. QU’EN PENSEZ-VOUS?

MÉLANIE JOLY : Ce sera au premier ministre Higgs d’expliquer son point de vue et aux Néobrunswickois de faire entendre le leur. Mais ça me semble assez évident que, pour qu’on soit en mesure d’avoir des femmes qui participent pleinement au marché du travail, elles doivent avoir des solutions pour la garde d’enfants.

Si le Nouveau-Brunswick veut participer à la croissance économique du pays, il doit offrir des

solutions aux parents. Ce n’est pas seulement un argument social, c’est un argument économique. Et je suis convaincue que M. Higgs va voir la lumière au bout du tunnel.

POUR CE QUI EST DES FONDS EN IMMIGRATION, EST-CE QU’IL Y A DES MESURES CIBLÉES POUR L’IMMIGRATION FRANCOPHONE?

MÉLANIE JOLY : On a dit dans le document de réforme qu’on voulait mettre en place une stratégie nationale d’immigration francophone. Il y a déjà des sommes pour l’immigration francophone qui ont été incluses dans le Plan d’action pour les langues officielles, donc on continue sur cette priorité-là.

LE BUDGET PRÉVOIT EN TOUT 8,7 MILLIONS \$ POUR LA MODERNISATION DE LA LOI SUR LES LANGUES OFFICIELLES. À QUOI SERVIRA CETTE SOMME EXACTEMENT?

MÉLANIE JOLY : Actuellement, le projet de loi est en rédaction, ça va bien.

Les fonds serviront à soutenir le travail qui est effectué, mais ce n’est pas seulement ça : on vient vraiment d’ajouter des responsabilités sur la fonction publique. On augmente les critères de bilinguisme, on fait en sorte aussi d’avoir une agence centrale, donc il y a plusieurs leviers qui sont développés dans le projet de réforme pour serrer la vis.

Il faut un peu plus de ressources à l’interne. Le montant aide la fonction publique à développer le

projet de loi et à le mettre en œuvre dans un premier temps. C’est sûr qu’il va falloir avoir d’autres mesures pour **pérenniser** le financement, mais ceci est pour le court et le moyen terme.

LES RÉACTIONS ONT ÉTÉ POSITIVES DANS LE MILIEU CULTUREL FRANCOPHONE À LA SUITE DU DÉPÔT DU BUDGET. COMME LE MILIEU A ÉTÉ DURÉMENT TOUCHÉ PAR LA CRISE DE LA COVID, CROYEZ-VOUS QUE LES INVESTISSEMENTS SERONT SUFFISANTS POUR RÉELLEMENT AIDER CE SECTEUR À SE RELEVER?

MÉLANIE JOLY : Ah oui, certainement! Il y a environ un milliard \$ dans le domaine culturel. Un milliard dans le tourisme aussi. Ce sont deux secteurs très touchés qui sont très importants pour les communautés.

Au niveau culturel, plus de financement sera consacré au Fonds des médias du Canada, à Téléfilm Canada, pour nos festivals, donc tous nos artisans francophones un peu partout au pays pourront être soutenus. Ça va certainement être un énorme coup de pouce.

On ne peut pas avoir une langue forte si on n’a pas une culture forte. Donc, c’est sûr que tout le financement qu’on envoie au secteur culturel va tenir compte de la réalité des francophones en situation minoritaire. ▲

VOUS ÊTES FRANCOPHONE?

VOICI POURQUOI LE RECENSEMENT, ÇA COMPTE.

Le recensement vous posera plusieurs questions sur votre connaissance et votre utilisation du français

Les gouvernements, les municipalités, les organismes de la communauté utilisent les chiffres du recensement pour savoir où et de quelle manière mieux vous servir.

Activités en français, écoles de langue française, services en français, tout cela dépend de vos réponses.

Obtenez les faits : www.fcfa.ca/recensement

Le 11 mai, faites partie du portrait de la francophonie. Parce que vous comptez.



OÙ EN ALBERTA?

DEVINEZ DANS QUELLE VILLE SE TROUVE CETTE RUE



Ces divers néons du «Neon Sign Museum» illuminent cette rue.

MAIS DANS QUELLE VILLE?*



FRANCO QUIZ

Testez vos connaissances sur la francophonie

EN QUELLE ANNÉE LA LOI SUR LES LANGUES OFFICIELLES EST-ELLE ENTRÉE EN VIGUEUR?

N°1
1953

N°2
1969

N°3
1987

Réponses :
• Sur la 104 rue SW
• No 2 street à Edmonton.



Remise du prix The Edmonton Refugee & Emerging Community (EREC) scholarship au domicile du récipiendaire Andrew Jimaga. Photo : Crédit courtoise

AFRICA CENTRE : UNE ASSOCIATION ANGLOPHONE POUR UN PUBLIC FRANCOPHONE

Le 1er mars 2018, le gouvernement de **Rachel Notley** déclare le mois de mars comme mois de la francophonie albertaine. En effet de plus en plus d'albertains s'intéressent à la langue française et ont le français comme deuxième langue. En dix ans, la population albertaine qui s'exprime dans la langue de Molière a augmenté de près de 20% et cette augmentation constante a suscité l'intérêt de l'association **Africa Centre** pour le public francophone.

IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE FRANCO

Une fois en Alberta, l'une des priorités pour les nouveaux arrivants francophones est de trouver un logement, un travail, ou une école pour leurs enfants. Pour cela, le sol canadien foulé, ils sont orientés vers des structures qui les aident à s'installer. Africa Centre est l'une d'elles. Elle est anglophone.

«Il y a une grosse proportion de francophones qui viennent chez Africa Centre car c'est une grosse structure et nos programmes sont nombreux», explique Sharif Haji, le directeur exécutif de Africa Centre.

L'objectif de l'organisme est de réunir les immigrants de tout bord venant d'Afrique en leur offrant tous les services possibles. Il a commencé par une clientèle anglophone puis a réalisé que la communauté francophone en Alberta n'était pas négligeable et serait potentiellement intéressée par ses services.

«Il y a un désir réel de s'adjoindre de l'expérience et de l'expertise d'un francophone comme moi pour pouvoir s'ouvrir à cette communauté qui grossit de plus en plus», affirme Firmin Guédalé, le secrétaire du conseil d'administration de l'association.



SALIMA BOUYELLI
JOURNALISTE

«La communauté anglophone peut ainsi tirer

profit de cette communauté francophone». Au Canada depuis une trentaine d'années, une dizaine en Alberta, Firmin, d'origine ivoirienne, entend parler des difficultés au niveau des avancements et des financements de cette association et décide de s'impliquer. «C'est pour développer ce sentiment d'appartenance à l'Afrique, anglophone ou pas, que l'organisme existe», poursuit-il. C'est un organisme qui se veut rassembleur car cette dimension africaine se trouve en Afrique certes mais aussi en

Europe, en Amérique ou aux Antilles. Quoi qu'on en dise, «l'avenir de la langue française se joue vraiment en Afrique, dans cette diaspora africaine. Il existe près de trois cent millions de francophones dont la majorité se trouve en Afrique», précise le secrétaire de Africa Centre.

Les anglophones s'intéressent de plus en plus à la langue française et à sa culture, l'association leur donne cette opportunité de découvrir la francophonie grâce à des cours de langue française.

LE «PARASOL» DE L'AFRIQUE

La stratégie adoptée chez Africa Centre se veut rassembleuse, fédératrice aussi. Pour cela, elle propose aux organisations francophones un *membership*. «On veut



Un membre du programme pour jeunes YEGTheComeUp, lors du gala de la journée de l'Afrique. Photo : Crédit courtoise.



“ C’EST PRO-METTEUR ET C’EST NOTRE RÔLE EN TANT QU’AFRICAIN DE METTRE NOS EFFORTS EN COMMUN, CELA NE SERT À RIEN DE TRAVAILLER DANS SON COIN ”

Alphonse Ahola

l’aide alimentaire ou matérielle aux nouveaux arrivants. Depuis près de quatre ans que les francophones fréquentent Africa Centre, l’association doit faire comprendre aux bailleurs de fonds que la francophonie est une réalité.

FRAP ET AFRICA CENTRE, UNE ÉQUIPE COMPLÉMENTAIRE

«Nous sommes en train de formaliser nos relations avec Africa Centre en tant

être une sorte de parasol de toutes ces organisations francophones d’origine africaine», souligne Firmin. Tous les pays sont quasiment représentés et de nombreuses organisations des pays africains sont membres de Africa Centre. D’ailleurs, des partenariats sont en négociation avec des structures francophones comme la Francophonie Albertaine Plurielle (FRAP) pour monter des projets communs et chercher des financements de façon conjointe. Le défi à relever aujourd’hui est celui du COVID-19 qui freine certains services comme



Hiba Mohammed, recipiendaire d’un certificat d’accomplissement. Photo : Crédit courtoise

que partenaire», révèle Alphonse Ahola, directeur général de la FRAP à Edmonton. En effet, les deux associations se sont déjà rencontrées et ont travaillé sur des dossiers communs depuis l’arrivée de la nouvelle direction générale de l’association Africa Centre. Il faut dire qu’avant les élections du nouveau directeur, aucune coopération n’existait. Alors les membres de l’association Africa Centre contactent ceux de la FRAP courant mars et leurs proposent de travailler main dans la main. Aux prémices de cette coopération, plusieurs projets sont déjà en gestation. La FRAP, en tant qu’association francophone bien implantée dans la province, a profité de cette opportunité pour être le partenaire principal de Africa Centre en matière de relation avec la partie francophone de l’Afrique au Canada.

«Africa Centre ne fait pas de l’établissement en tant que tel mais peut nous référer des personnes qui ont besoin de nos services et vice versa. Des programmes comme *Edmonton Covid-19 Rapid Responsive Collaborative* (ECRRC) comporte 13 organisations d’établissement à Edmonton dont la Frap et Africa centre», détaille le directeur de la Frap. Alphonse rencontre Sharif chaque mois, ce qu’il ne fait pas avec les autres organismes, «Nous avons l’intention de donner une importance particulière à cette collaboration, Sharif a beaucoup de bonnes idées et semble apprécier le concours que je peux apporter à cela», affiche Mr. Ahola avant de conclure : «c’est prometteur et c’est notre rôle en tant qu’africain de mettre nos efforts en commun, cela ne sert à rien de travailler dans son coin». ▲



Firmin Guédalé : enseignant de technologie dans le secondaire à Edmonton. Photo : Crédit courtoise



Sharif Haji : directeur exécutif de l’association Africa Centre depuis septembre 2019 (17 mois). D’origine somalienne, il est en AB depuis onze ans. Photo : Crédit courtoise

GLOSSAIRE

PRÉMICE

Début, commencement.

Portrait de joueurs, présenté par Edmonton Fusion FC

Pour plus d'information, visitez le edmontonfusionfc.com

Kunle Akiti
35 ans
Nigéria
Poste : Ailier gauche

« Je dirais que ma vie a été intéressante, pleine de hauts et de bas, comme toute vie. La partie la plus intéressante est mon enfance, mon adolescence et ma vie de jeune adulte, j’ai toujours été passionné par le soccer.

J’ai grandi dans un foyer qui croit en l’éducation avant tout, je pense que cela a largement influencé ma carrière et m’a éloigné du soccer professionnel à la fin. Mais la passion continue de brûler en moi.

J’ai commencé à jouer au football à l’âge de 9 ans. Les circonstances n’ont jamais été en ma faveur et je ne pouvais jouer au soccer que lorsque mes parents étaient absents de la maison. Je m’assurais de revenir avant qu’ils ne rentrent. »



Que représente le football pour vous ?

Les gens voient le soccer comme un sport. Moi, je le vois comme une culture, un mode de vie et l’expression de mes convictions. Je n’ai jamais pensé une seule fois arrêter de jouer au soccer. Pour moi c’est la seule langue que je comprends.

Quel est votre meilleur souvenir sur le terrain ?

J’ai tellement de bons souvenirs de soccer, mais le meilleur qui ressort est celui où j’ai eu l’occasion de représenter mon école à l’université. J’ai marqué un but alors que tout le monde avait perdu l’espoir de gagner.

Que représente votre club actuel pour vous ?

J’ai toujours vu le Fusion comme un club, même à ses tout débuts. Maintenant nous avons grandi et sommes devenus une famille.

Quels sont vos objectifs pour l’avenir ?

Edmonton Fusion est le meilleur club à chaque niveau dans lequel nous jouons. Et j’aime faire partie de ce succès!





POÉSIE

“QUI ES-TU ?”



NAHIDA MOHAMADOU
CHRONIQUEUSE POÉSIE



Agence d'évaluation
d'impact du Canada



Impact Assessment
Agency of Canada

Projet d'agrandissement du complexe de Heartland de Value Chain Solutions

Période de consultation publique

Que se passe-t-il?

Le 16 avril 2021 — L'Agence d'évaluation d'impact du Canada (l'Agence) réalise une évaluation d'impact pour le projet d'agrandissement du complexe de Heartland de Value Chain Solutions. Le projet est situé dans la région industrielle Heartland de l'Alberta, à environ 18 kilomètres au nord-est de Fort Saskatchewan.

Dans le cadre de l'étape préparatoire de l'évaluation d'impact, l'Agence invite le public et les groupes autochtones à examiner la version provisoire des lignes directrices individualisées relatives à l'étude d'impact (lignes directrices) et la version provisoire du plan de participation du public et à formuler des commentaires sur ces documents.

La version provisoire des lignes directrices décrit les éléments propres au projet qui seront pris en compte dans l'évaluation et elles fournissent des orientations au promoteur, Value Chain Solutions Inc., quant aux renseignements et aux études requis dans son étude d'impact. La version provisoire du plan de participation du public explique la façon dont le public sera mobilisé tout au long du processus d'examen. Le plan fournit des détails sur le moment où auront lieu les possibilités de participation du public et la façon dont elles se tiendront à chaque étape de l'évaluation d'impact.

L'Agence est consciente qu'il est plus difficile de mobiliser le public de manière significative et de mener des consultations auprès des Autochtones compte tenu des circonstances découlant de la COVID-19. L'Agence continue d'évaluer la situation, d'ajuster les activités de consultation et d'offrir la flexibilité nécessaire afin de donner la priorité à la santé et à la sécurité de tous les Canadiens et consulter les groupes concernés de manière significative.

Comment puis-je participer?

Les commentaires peuvent être présentés en ligne, en visitant la page d'accueil du projet dans le Registre canadien d'évaluation d'impact (numéro de référence 81148). Tous les commentaires reçus seront publiés en ligne dans le cadre du dossier de projet. La version provisoire des lignes directrices et la version provisoire du plan de participation du public peuvent être également consultées dans le Registre.

Des commentaires écrits dans l'une ou l'autre des langues officielles seront acceptés **jusqu'au 17 mai 2021**.

Plus de renseignements sur le projet, le processus d'examen et les autres moyens de présenter des commentaires sont aussi à votre disposition sur le site Web de l'Agence à canada.ca/aeic.

Séances d'information virtuelles

L'Agence invite le public et les groupes autochtones à assister à l'une des séances d'information virtuelles sur le projet qui auront lieu pendant la période de consultation publique. Ces séances offriront des renseignements supplémentaires sur le projet et le processus d'évaluation d'impact, ainsi que permettent aux participants d'apprendre comment examiner les documents provisoires et formuler des commentaires de façon efficace.

Le 4 mai 2021, de 10 h à 11 h 30 HNR (séance 1)
Le 6 mai 2021, de 14 h à 15 h 30 HNR (séance 2)

Pour obtenir plus de renseignements sur la manière de participer aux séances d'information virtuelles, veuillez contacter l'Agence à l'adresse IAAC.Heartland.AEIC@canada.ca ou au numéro 780-495-2037.

Y aura-t-il d'autres possibilités de participation?

Il s'agit de la deuxième période de consultation publique fédérale pour ce projet. Il y aura plusieurs autres possibilités de participation du public et des groupes autochtones dans le cadre de ce projet tout au long du processus d'évaluation d'impact.

Suivez-nous sur Twitter : [@AEIC_IAAC](https://twitter.com/AEIC_IAAC) #ComplexeHeartland

Quel est le projet proposé?

Value Chain Solutions Inc. propose d'agrandir son projet de Heartland approuvé, une usine de valorisation et de raffinage de bitume située dans la région industrielle Heartland de l'Alberta, à environ 18 kilomètres au nord-est de Fort Saskatchewan. Tel qu'il est proposé, le projet d'agrandissement du complexe de Heartland de Value Chain Solutions augmenterait la capacité d'admission de l'installation de 300 %, portant sa capacité totale à 119 240 m³/jour, soit 750 000 barils/jour. Le projet comprendrait également des activités telles que les suivantes : l'agrandissement d'une installation de stockage de pétrole; la construction de bâtiments pour l'administration et la salle de commande et d'infrastructures de soutien avec aires de dépôt et stationnement; la construction de boucles, de raccordements et d'installations de chargement ferroviaires; et le forage de puits d'évacuation d'eau supplémentaires.

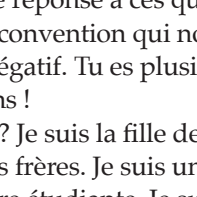
Pour en savoir plus sur les politiques de confidentialité de l'Agence, consultez l'avis de confidentialité sur le site web canada.ca/aeic.





POÉSIE

“QUI ES-TU ?”



FRANCIS BEBÉY
CHRONIQUEUR POÉSIE

Qui es-tu ? Euh... D'où viens-tu alors ? Euh... Bon, que fais-tu dans la vie ? Euh... ". Ayant déménagé et voyagé à de nombreuses reprises, j'ai souvent eu à confronter ces questions. Certaines personnes les posent de manière anodine tandis que d'autres essaient de vous déstabiliser. Il semble difficile, voire impossible de trouver une réponse à ces questions. Néanmoins, existe-t-il une convention qui nous obligerait à se définir en *un* mot ? Négatif. Tu es plusieurs choses à la fois. Revenons !

“Qui es-tu ? Je suis la fille de mes parents, mais aussi la sœur de mes frères. Je suis une élève, mais je suis aussi une future étudiante. Je suis mes qualités, mais je suis aussi mes défauts. D'où viens-tu ? Je suis née en Afrique, j'ai vécu en France et au Canada, mais je suis aussi une fille de la Terre. Que fais-tu dans la vie ? Je me bats tout en me découvrant chaque jour. Je m'amuse tout en prenant en compte mes responsabilités". Et vous, qui êtes-vous ?

C'est pour cela que je vous propose cet extrait de poème qui nous prouve que l'on peut se définir de mille et une façons.

“*Qui es-tu ?*” est un poème du poète, auteur-compositeur chanteur et guitariste camerounais, Francis Bebey qui est décédé en 2001 à l'âge de 72 ans. Ce personnage a su mêler poésie et musique afin de produire des œuvres époustouflantes. Dans ce poème, un certain Mamadi est interrogé par un inconnu. Tout d'abord, la répétition de “Je suis” à chaque paragraphe permet d'insister sur les différentes **facettes** de Mamadi. Ce dernier se définit comme le fils de son père mais aussi comme un griot. Malgré l'insistance de son interlocuteur, Mamadi n'a pas peur ou honte de répondre aux questions : “*m'entends-tu ?*”. Aussi, on constate, avec la comparaison “*comme l'était mon père*”, que se définir peut tout simplement passer par une ressemblance avec une autre personne inspirante. Ici, cette ressemblance fait la fierté de Mamadi.

Alors, chers/ères lecteurs/trices, soyez fiers de vous-même et n'essayez pas de vous définir en un mot, il vous sera difficile. Essayez plutôt de jouer sur votre versatilité. Enfin, si vous n'arrivez toujours pas à vous définir, raisonnez à l'inverse : “Je suis ce que je ne suis pas”. Bonne chance !

QUI ES-TU ?

Francis Bebey

Qui es-tu ?
Je suis Mamadi, fils de Dioubaté.
D'où viens-tu ?
Je viens de mon village.
Où vas-tu ?
À l'autre village.
Quel autre village ?
Quelle importance ?
Je vais partout, là où il y a des hommes,
C'est ainsi ma vie.

Que fais-tu dans la vie ?

Je suis griot, m'entends-tu ?
Je suis griot, comme l'était mon père,
Comme l'était le père de mon père,
Comme le seront mes enfants
Et les enfants de mes enfants.

Je suis griot pour vivre comme aux temps anciens
Des feux de joie et des danses rituelles
Et chanter les hauts faits du vaillant guerrier
Et la bonté du riche
Qui laisse son miel couler dans maalebasse
Et son mil joncher le sol de ma case.

Je suis griot, m'entends-tu ?
[...]

Je suis enfant de Guinée,
Je suis fils du Mali,
Je sors du Tchad ou du fond du Bénin,
Je suis enfant d'Afrique...

[...] ▲



■ le jeune Ridwan Reza, 4ème année appelle à la rupture du jeûne le 23 avril 2021, 11ème jour du Ramadan. Crédit Salima Bouyelli



■ Caporal Nader Khalil, de la Gendarmerie Royale du Canada, appelant à la prière du maghreb pour la rupture du jeûne au Centre Islamique Akram Jomaa le 16 avril dernier à Calgary. Crédit courtoisie.



■ Basma et sa fille Hiba, originaire de Marrakech au Maroc est cheffe cuisinier à Canmore. Crédit courtoisie

RAMADAN 2021 ET COVID-19 : UNE ASSIETTE POUR DEUX

Pour la deuxième année consécutive la COVID-19 s’invite quotidiennement à la table des musulmans du monde entier au moment de la rupture du jeûne, *el iftar*. En effet, pour la grande majorité des fidèles, le mois sacré du Ramadan a débuté le 13 avril dernier. Les croyants ne doivent ni manger, ni boire du lever au coucher du soleil. C’est l’an 1442 selon le calendrier hégirien, et cette année encore, ce quatrième pilier de l’islam sera pratiqué dans un contexte pandémique contraignant.

L’esprit de fête ne sera pas au rendez-vous cette année non plus lors de ce mois béni. Pour Basma Doubaji, cheffe cuisinière à Canmore, ce Ramadan est différent des autres car loin de sa famille et de ses amis à cause de la pandémie. Cependant elle se console avec ses horaires de travail qui lui permettent d’être auprès de sa petite fille Hiba à l’heure de la rupture du jeûne.

«L’année dernière avec la pandémie et des horaires décalés je rompais le jeûne avec juste une datte et un peu de lait pendant mon service», se souvient la jeune maman de son repas frugal sur le pouce. Ce virus qui a dicté sa loi sur terre, Basma en a fait une force. Elle est certes loin des siens mais elle est «proche de Dieu», confie-t-elle.

UN VIRUS QUI DIVISE

Cette année encore, la pandémie a divisé les pratiquants du jeûne. C’est particulier car en temps normal on rencontre des gens, on se rend à la mosquée pour prier, on invite la famille et les amis, la convivialité est là.

Pour Farid Aadim, papa de 39 ans et directeur commercial pour une société informatique à Calgary, «on se retrouve à faire le jeûne chez soi». D’habitude il assiste aux *tarawih*, ces prières du soir durant tout le Ramadan à la mosquée mais avec la COVID, «les capacités sont limitées», explique t-il. Il a commencé le jeune à l’âge de huit ans.

Ce manque particulier qui est cette connexion avec l’autre durant ce mois sacré se fait également ressentir chez Mehdi Nekach, employé du restaurant Olly Fresco’s à Edmonton. «Je prie à la maison en famille. Au Maroc, on respectait les

“ L’ANNÉE DERNIÈRE AVEC LA PANDÉMIE ET DES HORAIRES DÉCALÉS JE ROMPAIS LE JEÛNE AVEC JUSTE UNE DATTE ET UN PEU DE LAIT PENDANT MON SERVICE”

Basma Doubaji

restrictions en stoppant les prières dans les mosquées, mais elles vont reprendre car ne pas prier dans des mosquées durant le ramadan devient stressant.»

UN MOIS UNIFICATEUR

Le mois du Ramadan est un mois de repentir, de pardon, de solidarité et de partage. Avant la pandémie, Basma et ses amis s’invitaient mutuellement pour fêter cette journée de privation autour d’un repas. Chacun apportait un plat et la fête était au rendez-vous : **bourek**, soupe traditionnelle et tajines décorent la table et laissent échapper comme un parfum du pays malgré l’absence de la famille.

«On est heureux de pratiquer notre religion même s’il n’y a pas de mosquée à Canmore et je suis fière d’être dans une communauté multiculturelle qui accepte toutes les religions», affiche Basma.

Khalil Nader est également fier de ses origines libanaises et de sa religion. Ce Caporal de la Gendarmerie Royale (CRMP) est né au Canada et a appelé à la prière le 16 avril dernier pour la rupture du jeûne, avec son uniforme.

C’était au centre islamique Akram Jomaa de Calgary. «C’est la première fois que je faisais cela, je l’ai fait pour la communauté et avec la communauté», déclare-t-il. C’était une façon de démontrer sa

double appartenance à la fois religieuse et patriotique. «Le Canada est un pays riche de sa diversité et on peut être à la fois musulman et canadien», a-t-il ajouté.

Quelles que soient les cultures, les religions, calendrier grégorien ou calendrier hégirien, la pandémie est présente, c’est une réalité, elle nous entoure bel et bien et s’invite dans notre quotidien. ▲

GLOSSAIRE

BOUREK
pâtisserie salée fourrée (épinard, fromage, bœuf, etc.)

LE FRANCO

L'ÉQUIPE

• **SIMON-PIERRE POULIN**
DIRECTEUR
DIRECTION@LEFRANCO.AB.CA

• **ÉQUIPE EDITORIALE**
MICHEL JOANNY-FURTIN
ARNAUD BARBET
SALIMA BOUYELLI
REDACTION@LEFRANCO.AB.CA

• **VALÉRIANE DUMONT**
ADJOINTE ADMINISTRATIVE
ET MARKETING
RECEPTION@LEFRANCO.AB.CA

• **SARAH THERRIEN**
GESTIONNAIRE DE COMMUNAUTÉ
MARKETING@LEFRANCO.AB.CA

• **GABRIELLE BEAUPRÉ**
JOURNALISTE
REPORTAGE@LEFRANCO.AB.CA

• **ÉMANUEL DUBBELDAM**
GESTIONNAIRE DE COMMUNAUTÉ
/ CRÉATEUR DE CONTENU

• **CORRESPONDANTS ET CHRONIQUEURS**
ÉTIENNE HACHÉ, NAHIDA MOHAMADOU, FUAT SEKER, JUSTINE PERREAULT

• La maquette et le graphisme de cette édition ont été réalisés par **ANDONI ALDASORO ROJAS**

LE FRANCO est la propriété de l'ACFA. Au niveau national, il est représenté par Lignes Agates Marketing (anne@lignesagates.com | 905 599-2561). Le Franco est imprimé par Central Web, à Edmonton. La reproduction d'un texte ou d'une photo par quelque procédé que ce soit, est strictement interdite sans l'autorisation écrite du journal.

Lettres ouvertes: Le Franco est ouvert à la publication de lettres ouvertes. La rédaction se réserve le droit de limiter la longueur du texte ou de ne pas publier la lettre si le contenu est jugé diffamatoire, injurieux ou discriminatoire.

Announces: Les clients ont 15 jours après la date de parution pour nous signaler des erreurs. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur, si l'erreur est celle du Franco.

Avis lecteurs: N'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires en écrivant à l'adresse reception@lefranco.ab.ca

Lignes Agates Marketing

FIER MEMBRE

Heatset & Coldset Web Printing

Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada



■ Le chef cuisinier du bar Von Der Fels, Doug King (à gauche) et son propriétaire Will Trow (à droite). Crédit photo: Ryan Blades Photography.

UNE TROISIÈME VAGUE DOULOUREUSE POUR LA RESTAURATION

Les restaurateurs doivent à nouveau relever leurs manches en raison de la fermeture des salles à manger depuis le 9 avril dernier. **Olivier Raynaud**, copropriétaire du restaurant Rouge à Calgary et **Will Trow**, propriétaire du bar Von Der Fels à Calgary, s'indignent contre le fait que le gouvernement provincial joue constamment au yo-yo avec la fermeture et la réouverture des salles à manger.

“LE PLUS DUR, C'EST LE FAIT QUE CHAQUE FOIS QU'IL FAUT QU'ON FERME, ÇA NOUS COÛTE DE L'ARGENT [...]”

Olivier Raynaud



■ Le copropriétaire du restaurant Rouge, Olivier Raynaud. Crédit photo: Courtoisie.

“Le plus dur, c'est le fait que chaque fois qu'il faut qu'on ferme, ça nous coûte de l'argent. On est obligé de mettre des employés au chômage et lorsqu'on rouvre, il faut réemployer. Certains ne reviennent pas, donc il faut faire de la formation», souligne Olivier.

Avec le nombre de cas et d'hospitalisations en hausse, les deux propriétaires ne se disent pas surpris de l'intervention du gouvernement. Des bruits de coulisse circulaient déjà une semaine auparavant.

DES RUMEURS CONCRÉTISÉES

«J'avais entendu d'une bonne source que si les chiffres continuaient à monter ainsi, le gouvernement n'aurait pas le choix d'installer des mesures de restriction [comme dans les autres provinces canadiennes]», raconte Will Trow.

Afin d'éviter le gaspillage d'aliments, le propriétaire du bar Von Der Fels relate avoir indiqué à son chef d'attendre la dernière minute avant de passer ses commandes de nourriture pour la fin de semaine du 9 avril. Le mardi précédent, les mesures de restriction étaient annoncées.



GABRIELLE BEAUPRÉ
JOURNALISTE

GLOSSAIRE

CLÉMENTE

Agréable, douce.

«On a été chanceux, on s'était préparé. Moi, je me sentais mal pour les restaurants en Colombie-Britannique. Eux, ils n'ont pas eu 48 heures, mais 24 heures», explique-t-il.

En effet,

dans l'autre province aucun signe avant-coureur n'a validé la fermeture des restaurants par le gouvernement de la Colombie-Britannique, «du jour au lendemain, tout a fermé. Ils sont tous restés avec leurs commandes».

L'ALTERNATIVE DES TERRASSES

Olivier Raynaud se dit privilégié puisque son restaurant a une grande terrasse combinée à un jardin. Cependant, il indique que pendant la première fin de semaine de l'application du nouveau règlement, la température n'était pas **clémentine**. Le froid a fait fuir les clients puisque seulement 12 couverts ont été servis le samedi, une journée normalement achalandée.

Quant à Will Trow, son bar ne dispose pas de terrasse. Il ne peut donc pas tirer avantage de ce nouveau règlement. Il affirme que la situation est frustrante pour lui, puisque lorsqu'il se promène en ville, il voit de nombreuses personnes assises en terrasse sirotant de l'alcool.

«Nous, on n'a pas accès à une terrasse, donc présentement nos ventes d'alcool sont presque à zéro et c'est quasiment la moitié de nos ventes habituelles».

DES MENUS ADAPTÉS

La nourriture fine du bar Von Der Fels ne se transporte pas très bien en commande en apportant. Alors, dès l'éclosion de la pandémie, le bar a décidé d'offrir un menu complètement différent en s'inspirant d'un restaurant thaïlandais en Oregon, afin de s'adapter à la situation.

«Mon chef a un peu une inspiration asiatique dans ses plats, donc ce n'était

pas si bizarre de changer notre menu. Les gens ont adoré ça et c'est super populaire». Cette fois-ci, le bar a repris les 4 plats les plus appréciés lors des deux dernières vagues de pandémie.

Parallèlement, Olivier mentionne que Rouge est «un restaurant un peu gastronomique. Les gens ne pensent donc pas à nous pour faire du plat à emporter». Cependant, ils ont décidé de faire autrement en proposant le «*eat meal kit*» depuis l'Action de grâce : une boîte repas comprenant une entrée, un plat de résistance et un dessert pour deux personnes, disponible le vendredi et le samedi.

Comparativement au début de la crise sanitaire, Will Trow et Olivier Raynaud savent où ils s'en vont puisque les deux propriétaires ont commencé à zéro dans la commande en apportant. Will se rappelle : «La première fois, on n'avait pas de système pour commander en ligne. Maintenant, on a le site web et les gens peuvent commander en ligne». ▲

Notre Expérience. Votre Avantage.

Nous exerçons dans plusieurs domaines de droit y compris le droit de l'emploi, litiges de succession/testaments et droit immobilier.

Pierre C. Desrochers, c.r. • C. Vincent Kurata • Justin E. Kingston • Céline G. Bégin • Patrick W. Coones

1801 TD Tower, 10088 - 102 Avenue, Edmonton, AB T5J 2Z1
T 780.426.4660 F 780.426.0982
www.mccuaig.com

MD

MCCUAIG DESROCHERS LLP
BARRISTERS SOLICITORS AVOCATS



La Berrybliss, lorsque les fruits rouges bio côtoient le coulis de framboise et la chantilly. Crédit photo: Courtoisie.



«Je vois tous les jours, le sourire sur le visage de mes clients quand il voit la crêpe que je leur sers, il se régale juste en voyant la belle préparation», dit Anthony Bertrand. Crédit photo: Courtoisie.



La complète, un classique de la crêpe sarrasin (appelée aussi galette). Du fromage emmental, un œuf, des champignons, et du jambon. Crédit photo: Courtoisie.

LES CRÊPES, UN REMÈDE À LA PANDÉMIE

Depuis le 17 juillet 2020, **Anthony Bertrand** cuisine des crêpes françaises au *Bountiful Farmer Market* à Edmonton. Propriétaire du comptoir Crêpes La Grenouille, il en ouvrira un autre dans le *Farmer's Market* à la fin avril ou au début mai dans le centre-ville d'Edmonton afin d'élargir sa clientèle.

Li se dit conscient que la situation actuelle n'est pas la meilleure période pour prendre des risques économiques et investir dans de l'équipement de cuisine. «Mais, comme je suis un peu têtue et aventurier, je me dis que si je suis capable de le faire pendant la pandémie, mes comptoirs fonctionneront quand elle sera derrière nous».

L'idée d'être propriétaire d'une boutique de crêpes fleurit dans la tête d'Anthony depuis 2018. Il enclenche les actions pour mettre en vigueur son plan de restauration au début de l'année 2020. Début mars, il donne son préavis de départ à son emploi et quelques jours plus tard, le monde est mis sur pause.

DES PLANS BOULEVERSÉS PAR LA COVID-19

Anthony s'interroge alors sur l'avenir de son futur commerce de crêpes lorsqu'il voit plusieurs commerçants ayant une clientèle déjà établie mettre la clé sous la porte. «Voilà. Je suis assez têtue. Je me suis dit que je n'allais pas laisser une pandémie changer tous mes plans».

L'ouverture du comptoir Crêpes La Grenouille dans le *Bountiful Farmer Market* s'impose comme la meilleure solution puisque par rapport à d'autres marchés, il lui permet de cuisiner sur place. De plus, il prend avantage de la clientèle de l'endroit et ainsi, il se fait connaître. «J'ai réussi à développer une clientèle qui

apprécie énormément mes crêpes», dit-il avec fierté.



GABRIELLE BEAUPRÉ
JOURNALISTE

L'ÉTINCELLE DES CRÊPES

Il se souvient que l'idée de sa boutique de crêpes lui est survenue à Jasper. Il remarque que le choix alimentaire est limité. Par exemple, les collations

“ À CETTE ÉPOQUE [L'ENFANCE], JE FAISAIS DES CRÊPES AVEC MA GRAND-MÈRE. CE N'EST PAS MOI QUI LES CUISINAI. JE CASSAIS JUSTE LES ŒUFS.”

Anthony Bertrand

GLOSSAIRE

BEIGNE
Pâtisserie souvent en forme d'anneau, à la pâte frite et sucrée.

proposées sont de la crème glacée, des frites, de la pizza, des *sandwichs* et des **beignes**.

«Ce même jour, pendant que j'étais en train de manger ma crème glacée, j'ai entendu un couple de Québécois [qui parlaient fort en exprimant leur frustration] disant que ce n'était pas possible qu'il n'y ait pas de crêpes et de gaufres à Jasper». En entendant l'insatisfaction de ce couple, il a pensé: «Moi, je sais faire de super crêpes et je sais faire de très bonnes gaufres. J'en fais quand je reçois des amis [et ils les adorent]».

L'ASSISTANT DE SA GRAND-MÈRE

Aussi loin qu'il se souvienne, Anthony a appris à marcher en même temps qu'il a appris à cuisiner des crêpes. «À cette époque,

je faisais des crêpes avec ma grand-mère. Ce n'est pas moi qui les cuisinais. Je cassais juste les œufs».

Aujourd'hui, la pâte à crêpe qu'Anthony utilise pour cuisiner son mets par excellence est une recette de sa grand-mère qu'il a peaufinée avec les années. Il utilise des produits bio et des produits locaux achetés aux marchés pour leur préparation. Avec Crêpes La Grenouille, Anthony souhaite apporter une nouvelle expérience culinaire à Edmonton.

Il invite celles et ceux qui n'ont jamais mangé de crêpes à venir les découvrir. Et il convie aussi ceux qui en ont déjà dégusté au Québec ou en France à venir y goûter pour renouer avec le sentiment du voyage. ▲

DR. CLAUDE BOUTIN ORTHODONTIST

wiredwireless

Dr Claude Boutin

B.Sc, D.D.S., D. Ortho., F.R.C.C

Spécialiste certifié en orthodontie

- Orthodontie pour les enfants et les adultes
- Services en français
- Cabinets de traitement privés et modernes
- Technologie de pointe
- Aucune référence nécessaire

Market Mall Executive Professional Centre

Suite 124 – 4935 40 Avenue N.O.

Calgary, AB T3A 2N1



Tél. : (403) 284-5202

www.drboutin.com



SPORT



Ancien sportif de haut niveau, le journaliste Fuat Seker possède une grande expertise dans le domaine de la remise en forme et du coaching. Dans cette chronique du Franco, il répond deux fois par mois à vos questions dans le domaine de la remise en forme et du sport santé. N'hésitez pas à nous écrire par courriel à redaction@lefranco.ab.ca

CHRONIQUE : LES CONSEILS DU COACH

DES CONSEILS POUR FAIRE DU SPORT EN FAMILLE

Cette année, **Le Franco** souhaite vous remettre en forme ! La pandémie ne devrait pas être un frein à l'activité physique. Cette semaine, les conseils du coach ont pour objectif de partager du bon temps en famille et vous préparer aux activités estivales !

J'aime particulièrement cette question, car en tant que parents, nous donnons l'exemple !

Le sport est primordial pour les enfants, et c'est l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qui le dit. Les lignes directrices et les recommandations qu'elle nous donne sur le volume d'activité physique nécessaire à une bonne santé, sont précises.

Pour les enfants et les adolescents de cinq à 17 ans par exemple, elle recommande en moyenne 60 minutes par jour d'activité physique d'intensité modérée à soutenue, principalement d'endurance, tout au long de la semaine. Des activités d'endurance d'intensité soutenue, ainsi que celles qui renforcent le système musculaire au moins trois fois par semaine.

Concernant les adultes de 18 à 64 ans, l'OMS recommande de consacrer au moins 150 à 300 minutes par semaine à une activité d'endurance d'intensité modérée, ou alors de pratiquer au moins 75 à 150 minutes d'activité d'endurance d'intensité soutenue.

Elle conseille également au moins deux fois par semaine, des activités de renforcement musculaire d'intensité modérée ou supérieure, qui sollicitent les principaux groupes musculaires.

D'autres aspects très bénéfiques du sport pour les enfants, tels que la santé mentale, l'estime de soi ou encore les liens sociaux existent. Ils ne seront pas développés dans cette chronique.

Bref, voici quelques conseils pour créer des routines d'éducation physique, afin de limiter la sédentarité des enfants, et leur donner de bonnes habitudes pour les aider à rester actifs dans leur future vie d'adulte.

1. TOUT COMPTE

Il n'y a pas de petites économies pour bouger ! Rendez-vous à l'école à pied ou à vélo avec vos enfants. Si vous optez pour une marche, avancez d'un pas dynamique, afin de mobiliser tout le corps, ainsi que légèrement le cardio.

Votre animal de compagnie constitue aussi un excellent prétexte à des sorties en famille ; Marchez alors de manière tonique. Et évidemment, n'empruntez plus l'ascenseur.

Donnez l'habitude à vos enfants de prendre les escaliers. Les montées et descentes d'escaliers au quotidien sont un exercice parfait pour le cœur et les jambes.

2. SUIVRE LES ENFANTS

Si votre emploi du temps le permet, suivez vos enfants quand ils vont jouer dehors. Vous profiterez de leur motivation et énergie pour partager un moment de dépense physique en famille. Si vous avez suffisamment d'espace dans la maison, installez un panier de basket, de petites cages de hockey ou de soccer, ou une table de tennis de table. C'est un excellent moyen de les voir se diriger seuls vers une activité physique régulière.

Puisque les beaux jours arrivent, le tour à vélo ou la fameuse promenade digestive après le repas peut être une habitude saine, facile à mettre en place, relaxante et à partager en famille.

3. LES TÂCHES MÉNAGÈRES

Mettez en scène les corvées, et défiez vos enfants ! Rendez ces tâches domestiques ludiques, lancez un concours, ou encore mettez en place un système de points.

Nettoyer la voiture, sortir les poubelles, remonter les sacs des courses par les escaliers, bref toutes les occasions sont bonnes pour faire des tâches de la maison un jeu.

4. DIVERSIFIER LES ACTIVITÉS

Plus vous diversifiez les activités et moins l'ennui est au rendez-vous. C'est pourquoi je vous conseille fortement d'ajouter une dimension « découverte » à vos moments de loisir. L'autre avantage, c'est que ces moments partagés constitueront de bons souvenirs par la suite.

Un autre conseil pratique pour **diversifier** les activités est de surveiller les pages d'infos des fédérations de sport tel que celle de la fédération du sport francophone de l'Alberta, la FSFA, qui organise souvent des découvertes pour tester une activité, et ce, à destination de plusieurs générations.

Pensez aussi à des activités que tous les membres de la famille pourraient débiter ensemble : escalade, roller, tennis, course d'orientation.

5. TRANSMETTRE LE GOÛT

Lorsque l'on pourra à nouveau le faire, allez en famille voir des rencontres sportives, des démonstrations, de grands événements, et si cela est possible, rencontrez des vedettes du sport, car les enfants adorent.

Le plaisir et la motivation pourront aussi passer par de petits cadeaux autour du sport : un maillot de son équipe préférée à Noël ou une nouvelle paire de chaussures qui donne tout de suite envie de tester.

Montrez à vos enfants que par votre pratique, le sens de l'effort peut apporter beaucoup de satisfaction. Et

enfin, n'oubliez pas de mettre en avant les attitudes vertueuses comme le franc-jeu, le respect, ou encore l'humilité. ▲



GLOSSAIRE

DIVERSIFIER

Apporter du changement.